

# Savoir pour pouvoir :

Entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire



Rapport du Groupe d'action  
sur la persévérance et la  
réussite scolaires au Québec



# Savoir pour pouvoir :

Entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire

Rapport du Groupe d'action sur  
la persévérance et la réussite  
scolaires au Québec

« Savoir, c'est pouvoir »

—*Francis Bacon (1561-1626)*

# Avant-propos



La persévérance scolaire n'est rien de moins que le sauvetage de nos enfants... Une volonté de leur voir éviter les perspectives de pauvreté, d'ignorance, d'exclusion et de détresse qui pourraient les guetter s'ils se marginalisaient en décrochant.

Cela dit, la qualité extraordinaire des moyens que notre société offre à nos jeunes pour concrétiser leur plein potentiel est sans précédent. En effet, nos jeunes vivent dans un monde fascinant. Un monde où l'éclatement des frontières allié à l'évolution technologique repousse toujours plus loin et plus haut même les rêves les plus ambitieux. Aujourd'hui, oui, tout est possible, du moins aux enfants qui ont accès aux nouveaux moyens d'expression.

La poursuite de leur formation académique rend légitimes leurs plus grandes aspirations, tous ces « possibles » qui sommeillent en eux...

Or, dans notre société, le diplôme d'études secondaires (DES), ou le diplôme d'études professionnelles (DEP), constitue le minimum requis pour bénéficier des outils de développement, de formation, de spécialisation dont tout citoyen aura besoin toute sa vie durant. Force est de constater qu'au Québec, nous sommes encore loin du compte. Malgré tous les efforts déployés et toutes les ressources consacrées au soutien à la persévérance scolaire, notre système d'éducation échappe, bon an mal an, presque un jeune sur trois; 30 pour cent<sup>1</sup> de nos jeunes célèbrent leur 20<sup>e</sup> anniversaire sans avoir obtenu un DES ou un DEP. Au-delà des drames humains qui guettent ces jeunes et leur famille toute leur vie durant, imaginons la catastrophe

1 Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

nationale que nous préparons, dans une société où à peine deux personnes en âge de travailler devront soutenir cinq personnes de soixante-cinq ans et plus<sup>2</sup>. Et cela, c'est le Québec dans 20 ans!

C'est littéralement l'urgence d'agir qui nous a poussés, comme citoyens, à mettre sur pied cette initiative civile dont le but ultime est de hausser, de façon marquée et dans un délai précis, le taux d'obtention du DES ou du DEP au Québec. Une initiative de politique publique certes, mais d'abord et avant tout une initiative citoyenne. Une action qui s'inscrit en droite ligne des suggestions que je faisais dans mon livre *Si on s'y mettait...*, dont le fil conducteur pour propulser le Québec vers les plus hauts sommets demeure, très loin devant toute autre initiative, l'éducation.

Le Groupe d'action que j'ai rassemblé pour indiquer les grandes orientations de la démarche, et dont je remercie chaleureusement chacun des membres, a fait la preuve que le Québec est capable de réunir les plus grands spécialistes d'un domaine précis, les dirigeants d'organismes concernés, les gens d'affaires et les responsables administratifs du gouvernement pour élaborer dans un temps record des modèles d'action performants et parfaitement adaptés aux besoins de toutes les régions du Québec.

À cet égard, je remercie particulièrement la firme McKinsey & Compagnie, son associé directeur du bureau de Montréal, Éric Lamarre ainsi que toute son équipe, pour le travail exceptionnel effectué gracieusement, à titre d'apport à la société québécoise. Je remercie aussi chaleureusement Michel Perron, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi, et titulaire de la Chaire UQAC - Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des

2 Institut de la statistique du Québec.

jeunes, et l'équipe du Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire au Saguenay–Lac-Saint-Jean (CRÉPAS) qui ont contribué de façon exceptionnelle à la naissance de ce projet, dont je suis très fier.

Je vous invite à considérer cette proposition d'intervention pour soutenir la persévérance scolaire et favoriser la réussite académique comme une suggestion de modèle. Faites-le vôtre. Adaptez-le aux spécificités de votre région, de votre municipalité, de votre quartier. Mon seul espoir dans ce domaine, c'est que nous soutenions le mieux possible tous nos jeunes.

L. Jacques Ménard, o.c.

Président du Groupe d'action sur la persévérance scolaire

Président BMO Groupe financier (Québec)

Président du conseil BMO Nesbitt Burns

## McKinsey & Company

McKinsey & Compagnie est une firme de conseil en gestion qui aide entreprises, gouvernements et autres organismes à relever leurs défis stratégiques. Présents dans plus de 50 pays, ses consultants fournissent à leurs clients des conseils sur les enjeux stratégiques, opérationnels, organisationnels et technologiques. Depuis plus de quatre-vingts ans, la Firme reste fidèle à son objectif d'agir comme conseiller privilégié auprès des hauts dirigeants dans les secteurs public et privé.

L'équipe McKinsey du bureau de Montréal a soutenu le travail du Groupe d'action. Au coeur des travaux, l'équipe a effectué la recherche et les analyses, consolidé les recommandations du Groupe et orchestré la rédaction du présent rapport.

# Table des matières

Sommaire	1
1. Une initiative citoyenne	7
2. L'abandon scolaire au Québec : un problème grave et complexe	9
3. Bâtir sur des initiatives déjà engagées au Québec	17
4. Tirer des leçons des meilleures pratiques d'ailleurs	25
5. Le plan d'action	33
6. Résultats attendus et ressources nécessaires	45
Conclusion	47
Annexes	49
A. Instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative (IRC)	51
B. Initiatives hors Québec de lutte au décrochage scolaire <sup>29</sup>	53
C. Études de cas additionnelles	55
D. Hypothèses de calcul de l'effet et des coûts des actions proposées	59
E. Liste des personnes interviewées	61
F. Bibliographie	63





# Sommaire

## Savoir pour pouvoir : entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire

### Une initiative citoyenne

Conscients de l'importance de l'enjeu du décrochage scolaire au Québec, des membres de la société civile québécoise ont formé un Groupe d'action réunissant des représentants d'organismes des domaines reliés à la persévérance scolaire, les ministères concernés, des gens d'affaires et des experts dont les travaux sont associés à la problématique en cause. L'objectif du Groupe d'action était d'élaborer un chantier national pour la persévérance scolaire.

Ce rapport intéressera tout d'abord les intervenants auprès des jeunes à risque dans toutes les régions du Québec. Il intéressera aussi les citoyens préoccupés par le décrochage scolaire et, de façon plus large, par le problème de la pauvreté au Québec.

Le Groupe d'action s'est astreint à fonder sa démarche et ses recommandations sur des faits et il a interpellé dans sa recherche plus d'une centaine d'intervenants, incluant des représentants des Instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative (IRC) et des représentants des gouvernements et de la société civile. L'équipe s'est rendue au Mont-Sainte-Anne les 30 et 31 octobre 2008 pour participer activement aux Journées interrégionales sur la persévérance et la réussite scolaires, une première au Québec.

### Un problème grave et complexe

L'éducation est un levier important pour lutter contre la pauvreté, et une condition essentielle à un enrichissement social, culturel et économique durable pour la société québécoise. Les Québécois peuvent se réjouir du fait que leur système d'éducation forme de jeunes diplômés relativement compétents comparativement à leurs pairs ailleurs dans le monde<sup>3</sup>. Par contre, plus de 30 pour cent de nos jeunes célèbrent leurs 20 ans sans avoir complété leur

formation secondaire ou professionnelle<sup>4</sup>, ce qui a de graves conséquences pour les individus et pour la société dans son ensemble. De fait, le problème du décrochage s'inscrit dans la problématique plus large de la lutte à la pauvreté.

D'un point de vue strictement économique, le phénomène du décrochage représente pour le gouvernement un manque à gagner de 120 000 \$ par décrocheur, en dollars actualisés<sup>5</sup>. Ce montant correspond aux taxes et impôts perdus et aux services sociaux additionnels que les décrocheurs requièrent. En tenant compte du coût additionnel associé aux raccrocheurs, le manque à gagner pour la société québécoise totalise 1,9 milliard de dollars en valeur actualisée par cohorte de décrocheurs<sup>6</sup>.

Le décrochage scolaire est un problème complexe; ses déterminants sont nombreux et varient largement d'une personne à l'autre et d'une communauté à l'autre. Il ne s'agit pas d'un acte spontané mais plutôt du résultat d'une série de facteurs, dont plusieurs se situent à l'extérieur de l'école et interviennent parfois dès la petite enfance.

La diplomation en formation professionnelle, qui advient souvent après l'âge de 20 ans, augmente les statistiques du taux de décrochage basé sur cet âge. Le faible taux de diplomation s'explique aussi en partie par l'attitude de la société québécoise, qui valorise relativement peu l'éducation comparativement à la société canadienne en général<sup>7</sup>.

### Bâtir sur des initiatives déjà engagées au Québec

Les efforts sont déjà bien engagés pour encourager la persévérance scolaire au Québec. Un nombre considérable d'intervenants y dédient temps, énergie

3 Selon leur classement aux tests internationaux standardisés PISA, OCDE.

4 Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

5 Analyse McKinsey & Compagnie – voir section 2 de ce rapport.

6 Idem à la note 5.

7 Gervais, M. *L'éducation : l'avenir du Québec*, 2005.

et ressources dans toutes les régions de la province. Ils proviennent de toutes les sphères de la société et ont des profils très variés, reflétant le besoin de cibler la multitude de déterminants du décrochage et d'adapter les solutions aux réalités spécifiques des communautés. Ils participent à une multitude d'initiatives et de programmes gouvernementaux et sociaux qui touchent tout le continuum de vie du jeune.

Bien que ce rapport ne puisse rendre justice à tous les projets communautaires liés de près ou de loin à la persévérance scolaire au Québec, il est évident que le Québec doit bâtir sur trois initiatives déjà déployées :

- Les services à la petite enfance, notamment les services de garde éducatifs à l'enfance (comprenant les CPE) et les services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE), qu'il faudra maintenir et continuer d'améliorer, notamment en les rendant plus accessibles aux populations les plus défavorisées.
- La stratégie d'intervention *Agir autrement*, qui cible correctement les écoles secondaires à très haut taux de décrochage, mais dont l'approche et l'intervention devront être améliorées en s'inspirant des meilleures pratiques décrites dans la prochaine section.
- Les initiatives d'innovation et de mobilisation communautaires (p. ex., le CRÉPAS et la Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale), qui réussissent à engager les communautés et à mettre en commun les ressources disponibles nécessaires pour effectuer un changement durable dans les communautés.

## Tirer des leçons des meilleures pratiques hors Québec

À l'extérieur du Québec aussi, il y a de quoi s'inspirer. Plusieurs initiatives ont réussi à augmenter la persévérance scolaire, parfois de façon spectaculaire. Un tour d'horizon des meilleures pratiques hors Québec apporte un éclairage sur quelques modèles particulièrement prometteurs qui pourraient inspirer les futures initiatives d'un chantier national pour la persévérance scolaire :

- *Pathways to Education*, une initiative communautaire qui a fait passer le taux de diplomation dans le quartier Regent Park, à Toronto, de 44 pour cent à 92 pour cent<sup>8</sup>, semble très porteuse pour les communautés denses et appauvries du Québec.
- *Check & Connect* propose un modèle efficace d'intervention dans les écoles secondaires à risque. Le programme, qui a vu le jour au Minnesota, a réduit du tiers le taux de décrochage au sein du groupe témoin étudié<sup>9</sup>.
- *High/Scope Perry Preschool Program*, conçu au Michigan dans les années 60, s'apparente à notre programme québécois de services de garde éducatifs à l'enfance par son intervention dès la petite enfance auprès de jeunes défavorisés. *Perry Preschool* a démontré son efficacité en diminuant de 38 pour cent le taux de non-diplomation avant 27 ans<sup>10</sup>.
- *Career Academies* a été fondé en 1969 à Philadelphie afin de répondre aux besoins d'une clientèle de jeunes du secondaire qui désiraient obtenir une formation plus pratique. Ce programme, qui a permis de diminuer d'un tiers le taux de décrochage d'une cohorte d'environ

8 Pathways to Education.

9 What Works Clearinghouse.

10 Child Trends; High Scope Educational Research Foundation.

500 élèves<sup>11</sup>, est maintenant appliqué dans plus de 2 000 écoles aux États-Unis et gagne en popularité dans le reste du monde.

Une analyse des initiatives probantes révèle cinq thèmes récurrents qui devraient être structurants dans l'élaboration d'un chantier national pour la persévérance scolaire au Québec axé sur la prévention :

- Trouver des leaders forts qui porteront la cause dans les diverses collectivités.
- Élaborer les initiatives dans un esprit de partenariat entre les services publics, la société civile et le milieu des affaires.
- Élaborer les initiatives en partant du jeune. La mobilisation et l'engagement concret des acteurs locaux et régionaux doivent être centrés sur un accompagnement personnalisé et un suivi constant auprès du jeune et de sa famille.
- Assurer un soutien financier adéquat; un investissement de l'ordre de 10 000 \$ à 20 000 \$ par jeune à risque a généralement été requis pour atteindre les objectifs fixés (cette somme est investie sur une période qui varie de 3 à 5 ans)<sup>12</sup>.
- Mesurer les résultats et évaluer les projets dans le but de prioriser les actions efficaces et améliorer de façon continue les interventions.

### Le plan d'action

Le Groupe d'action propose que la société québécoise – c'est-à-dire les gouvernements, le secteur civil et le milieu des affaires – se fixe l'objectif suivant : **d'ici 2020, augmenter pour le porter à plus de 80 pour cent le taux de diplomation avant l'âge de 20 ans.** Afin d'atteindre cet objectif, le Groupe d'action propose dix actions concrètes qui

s'inscrivent dans un cadre de mobilisation aux plans national et régional, tout en s'appuyant fortement sur une perspective de prévention et sur l'action directe au plan local. La réussite des actions proposées passera aussi par la création de partenariats durables à l'échelle nationale, alliant les instances gouvernementales, le milieu scolaire, la société civile et le milieu des affaires. Les actions proposées sont fondées sur les réseaux, les structures et les ressources déjà en place au Québec et mettent à profit l'expérience acquise au Québec et ailleurs. L'évaluation des projets et la mesure des résultats et des coûts font partie intégrante de toutes les actions recommandées.

Les actions proposées sont ainsi :

1. **Élargir à l'ensemble de la société québécoise le consensus sur la nécessité de valoriser l'éducation et la persévérance scolaire.** La transformation des attitudes et des comportements face à l'éducation est une condition indispensable à l'amélioration considérable et durable de la persévérance scolaire au Québec. Pour faire valoir l'importance de cet enjeu, il faut mener une campagne de mobilisation aux plans national, régional et local. Dans la même foulée, la société civile et le milieu des affaires devront lancer des initiatives de promotion de la persévérance scolaire, par exemple un programme de certification des entreprises respectant certains principes de conciliation travail-études.
2. **Renforcer la mobilisation régionale en matière de persévérance scolaire.** Le renforcement des interlocuteurs régionaux actuels et futurs leur permettra d'offrir un soutien tangible et intégré aux initiatives locales ainsi qu'aux projets qui contribuent de façon concrète à diminuer le taux de décrochage scolaire.
3. **Accroître les services d'accompagnement offerts aux futurs parents, aux parents et aux enfants de 0 à 5 ans issus de milieux**

<sup>11</sup> Kemple.

<sup>12</sup> Documenté dans la section 4 de ce rapport.

**défavorisés.** Il faut optimiser les programmes québécois de service de garde et de services intégrés en périnatalité, dans une optique visant à soutenir la persévérance scolaire, et assurer l'accès à ces programmes, en particulier pour les enfants les plus à risque et leur famille.

4. **Mener des projets pilotes communautaires – complémentaires aux services de garde – ciblant les enfants à risque de 0 à 5 ans dans les milieux défavorisés afin de préparer leur intégration au primaire.** Il importe de soutenir les efforts pour rejoindre les parents d'enfants à risque issus de milieux défavorisés afin de leur offrir une alternative au service de garde qui émane du milieu communautaire. Le groupe recommande de cibler trois à cinq quartiers défavorisés où les services de garde actuels ne comblent pas les besoins cernés, afin d'y mener des projets pilotes.
5. **Favoriser et instaurer des pratiques d'excellence pour réduire les retards d'apprentissage au primaire.** Le groupe préconise le dépistage des retards d'apprentissage au primaire, l'offre de services d'aide personnalisée et le suivi du progrès des enfants dépistés. Les programmes les plus prometteurs seront renforcés et une dizaine de projets pilotes seront lancés dans les milieux les plus à risque, afin d'élaborer de nouvelles approches ou simplement de mesurer les résultats des approches existantes.
6. **Renforcer la stratégie *Agir autrement* au moyen de méthodes d'intervention éprouvées.** Le déploiement de méthodes d'intervention à l'école secondaire devra permettre de dépister les jeunes à risque, de leur offrir des services de soutien, et de mesurer leurs progrès. Pour ce faire, les méthodes devront tenir compte des leçons apprises dans le cadre de la stratégie d'intervention *Agir autrement*, s'inspirer des meilleures pratiques ayant produit des résultats (p. ex., *Check & Connect*), et refléter les contraintes et les besoins spécifiques des écoles ciblées. Les nouvelles méthodes d'intervention pourraient d'abord être introduites dans 10 à 20 écoles à risque pour ensuite être déployées dans 100 à 120 écoles secondaires à fort taux de décrochage.
7. **Mettre en œuvre des projets communautaires ciblant les jeunes à risque au secondaire dans les quartiers les plus défavorisés.** Les milieux défavorisés urbains, où le taux de décrochage est souvent élevé, offrent une occasion particulière de voir les résultats tangibles d'interventions ciblées. Il serait souhaitable d'implanter, dans 15 à 20 quartiers défavorisés du Québec, des programmes d'intervention communautaire à haute intensité et à volets multiples, inspirés de *Pathways* mais adaptés au contexte des communautés ciblées.
8. **Faciliter et encourager la transition vers la formation professionnelle.** Pour y arriver, il faut rendre les parcours scolaires plus fluides (en créant par exemple des passerelles entre les voies générale, professionnelle et technique), assurer les services complémentaires appropriés pour répondre aux besoins des élèves de ce secteur, et mieux promouvoir la formation professionnelle et les métiers afin de changer les perceptions à leur égard.
9. **Incorporer dans le système d'éducation des mesures incitatives et des outils de gestion de la performance ciblant la persévérance scolaire, en s'appuyant sur la loi récemment promulguée à cet effet.** Au printemps 2008, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport déposait le projet de loi 88, visant à renforcer la responsabilité des commissions scolaires relativement à la réussite scolaire des enfants. La *Loi modifiant la loi sur l'instruction publique et*

*d'autres dispositions législatives*, sanctionnée en octobre 2008, pourra faciliter l'atteinte des objectifs de persévérance scolaire par des mesures additionnelles.

du vue social, culturel et économique. Un tel effort a le potentiel de marquer un tournant dans la lutte contre la pauvreté. Le défi est de taille – mais le Québec est en mesure de le relever.

**10. Créer une instance nationale de concertation en persévérance scolaire, dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement, le milieu scolaire, le secteur civil et le milieu des affaires.** Les cinq rôles de cette instance seront de favoriser la coordination et l'arrimage des interventions, de diffuser les connaissances acquises et les meilleures pratiques, de fournir une expertise pointue au besoin, de chapeauter l'évaluation des mesures déployées, et d'assurer un effort soutenu en persévérance scolaire.

L'atteinte des objectifs fixés dans ce rapport nécessitera d'importants investissements. Pendant les trois premières années, lorsque plusieurs actions seront encore en phase de projet pilote, les investissements estimés seront entre 35 millions et 65 millions de dollars par année. Par la suite, si tous les projets pilotes sont déployés à grande échelle, des investissements de l'ordre de 140 millions à 240 millions de dollars par année seront nécessaires. Ces investissements doivent être évalués relativement aux bénéfices attendus – c'est-à-dire de récupérer un tiers des 1,9 milliard de dollars en manque à gagner annuellement. De plus, il faudra avoir la discipline nécessaire pour mesurer les résultats et investir dans les solutions qui auront produit le plus de succès.

Un projet de société aussi complexe et d'une telle envergure fera appel à l'engagement d'un grand nombre d'acteurs clés : la lutte au décrochage scolaire est l'affaire de toute une société. Dans ce contexte, il sera primordial de définir les rôles et les responsabilités de chacun pour l'ensemble des actions proposées.

Une plus grande persévérance scolaire contribuera à l'enrichissement de la société québécoise, d'un point



## Section 1

# Une initiative citoyenne

Conscients de l'importance de l'enjeu du décrochage scolaire au Québec, des membres de la société civile québécoise ont formé un Groupe d'action réunissant des représentants d'organismes œuvrant dans des domaines reliés à la persévérance scolaire, les ministères concernés, des gens du milieu des affaires et des experts dont les travaux sont associés à cette problématique.

L'objectif du Groupe d'action était d'élaborer un chantier national pour la persévérance scolaire. Dans sa démarche, le Groupe d'action souhaitait établir le consensus le plus large possible au sein de ses membres, en reconnaissant qu'il ne pourrait de façon réaliste réconcilier la totalité des points de vue, en partie par manque de temps par rapport à l'échéancier qu'il s'était fixé.

Ce rapport intéressa tout d'abord les intervenants auprès des jeunes à risque dans toutes les régions du Québec. Il s'adresse aussi à tous les citoyens

préoccupés par le décrochage scolaire et, de façon plus large, par le problème de la pauvreté au Québec.

## Méthodologie de travail

Le Groupe d'action a fondé sa démarche et ses recommandations sur des faits. L'équipe de travail a utilisé des données reconnues et s'est appuyée sur des recherches documentées et des résultats mesurés. Plus de 120 ouvrages ont été répertoriés et analysés (Annexe F).

L'équipe de travail a inclus dans sa démarche quelque 75 intervenants (Annexe E), dont des représentants des Instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative (IRC), des directions régionales du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, des commissions scolaires, des écoles, des enseignants, des fondations publiques et privées ainsi que des organismes communautaires.

Graphique 1

## La composition du Groupe d'action



### **Instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative**

Les *Instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative* (IRC) sont des organismes mandatés pour soutenir, sur le plan régional, le développement d'initiatives reliées à leurs problématiques spécifiques d'abandon scolaire. Elles jouent un rôle de pivot de l'action interordres et intersectorielle dans la lutte au décrochage scolaire. Les partenaires des IRC comprennent notamment des représentants régionaux du ministère des Affaires municipales et des Régions, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, du ministère de la Famille et des Aînés, des membres des commissions scolaires, des établissements postsecondaires, des Conseils régionaux des élus et des représentants régionaux. Il existe actuellement 13 IRC à l'échelle du Québec.

L'approche des IRC repose sur quatre axes d'intervention :

- Sensibiliser les membres d'une communauté sur leurs rôles respectifs dans la persévérance scolaire (p. ex., initiatives de sensibilisation à la conciliation études-travail)
- Mobiliser les acteurs autour de plans d'action structurants
- Mettre en place des actions collectives et multisectorielles (p. ex., conférences, formation)
- Utiliser la recherche pour diffuser les connaissances.

Voir l'Annexe A pour la liste des IRC.

Le Groupe d'action a tenu six réunions et ses membres ont participé aux travaux en atelier et en sous-comité qui se sont déroulés entre septembre 2008 et février 2009.

L'équipe s'est rendue au Mont-Sainte-Anne les 30 et 31 octobre 2008 pour participer activement aux Journées interrégionales sur la persévérance et la réussite scolaires, événement qui a rassemblé plus de 400 délégués de toutes les régions du Québec. Une initiative des IRC, les Journées interrégionales ont permis aux intervenants de prendre connaissance des travaux les plus récents dans le domaine et d'échanger avec des experts et avec leurs collègues. L'équipe de travail a animé les ateliers et a recueilli les perspectives des participants, en préparation à l'élaboration de recommandations. L'événement, qui réunissait des représentants de la société civile, du gouvernement et du milieu des affaires, était une première dans le domaine au Québec.



## Section 2

# L'abandon scolaire au Québec : un problème grave et complexe

L'éducation, un levier important pour lutter contre la pauvreté, est la condition à un enrichissement social, culturel et économique durable de la société québécoise. Les Québécois peuvent se réjouir du fait que leur système d'éducation forme de jeunes diplômés relativement compétents comparés à leurs pairs ailleurs dans le monde. Par contre, trop de jeunes ne terminent pas leur formation secondaire ou professionnelle, ce qui a de graves conséquences pour les individus et pour la société dans son ensemble. Si le problème est complexe, il n'est pas pour autant impossible à résoudre. En effet, le Québec a déjà démontré sa capacité de déployer des initiatives communautaires probantes ainsi que sa capacité en matière d'innovation sociale.

### Le problème du 70 : 30

Le système d'éducation québécois forme des jeunes diplômés compétents comparés à leurs pairs d'autres

pays, notamment en mathématiques, en lecture et en sciences.

Par contre, 69 pour cent seulement des jeunes complètent leur formation secondaire ou professionnelle avant l'âge de 20 ans. Des autres 31 pour cent, les deux tiers sont en situation de décrochage, soit temporaire, soit définitif; l'autre tiers n'est pas en situation de décrochage proprement dit puisqu'il fréquente encore l'école, en formation professionnelle ou à l'éducation des adultes. Ce 31 pour cent passe à 36 pour cent lorsqu'on ne considère que les garçons, comparativement à 25 pour cent chez les filles.

De façon générale, la situation s'est peu améliorée depuis deux décennies. L'éducation des adultes, notamment, a certes contribué à diminuer le nombre de « décrocheurs à vie », mais pour ce qui est du taux d'obtention du diplôme avant l'âge de 20 ans, celui-ci reste pratiquement inchangé.

À la suite de la Réforme Ryan (1988)<sup>13</sup>, qui haussait les exigences de formation générale pour l'accès à une formation professionnelle plus complète, le taux de diplomation des moins de 20 ans a subi une baisse pendant quelques années. Par contre, le nombre de jeunes qui sont retournés aux études a augmenté par la suite, le taux de diplomation après 20 ans s'étant accru sensiblement, affichant une tendance soutenue à la diplomation tardive.

Si l'on considère le pourcentage de la population ayant obtenu un diplôme d'études secondaires dans les délais prescrits, le Canada se situe au 16<sup>e</sup> rang sur 30 du classement de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) – une position peu enviable. Le Canada passe en 5<sup>e</sup> position

Graphique 2

### Les jeunes qui persévèrent réussissent bien

Rang des pays de l'OCDE\* aux tests PISA\*\*, 2006

Mathématiques	Lecture	Science
1 Taipei	Corée	Finlande
2 Finlande	Finlande	Hong Kong
3 Hong-Kong	Hong Kong	Canada
4 Corée	Canada	<b>Québec</b>
<b>Québec</b>	<b>Québec</b>	Taipei
5 Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Estonie
6 Suisse	Irlande	Japon
7 Canada	Australie	Nouvelle-Zélande
8 Macao – Chine	Liechtenstein	Australie
9 Liechtenstein	Pologne	Pays-Bas
10 Japon	Pays-Bas	Corée
11 Nouvelle-Zélande	Suède	Liechtenstein
12 Belgique	Belgique	Slovénie
13 Australie	Estonie	Allemagne
14 Estonie	Suisse	Royaume-Uni
15 Danemark	Japon	République Tchèque
16 République Tchèque	Taipei	Suisse
17 Islande	Allemagne	Autriche
18 Autriche	Royaume-Uni	Macao – Chine
19 Allemagne	Danemark	Belgique
20 Slovénie	Slovénie	Irlande

\* Organisation de coopération et de développement économiques

\*\* Programme international pour le suivi des acquis des élèves

Sources : OCDE; McKinsey & Compagnie

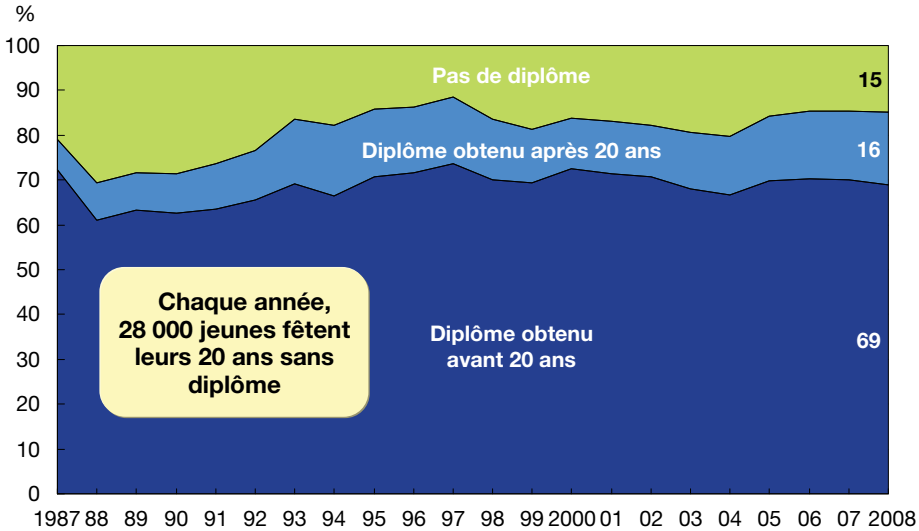
13 La réforme Ryan visait à former des ouvriers qualifiés dans un contexte de professionnalisation et de complexification des métiers. La réforme donnait aux gens de métiers la même formation générale de base qu'aux autres citoyens, mettant ainsi fin aux filières courtes de formation.

si l'on considère le taux de diplomation pour la tranche d'âge 25 à 34 ans, en raison des programmes d'éducation des adultes. Le Québec, quant à lui, est parmi les derniers au Canada, au 9<sup>e</sup> rang des provinces pour la diplomation dans les délais prescrits. Cette situation s'est détériorée depuis 1992, lorsque le Québec occupait le 7<sup>e</sup> rang. Sur cette même période, l'écart en points de décrochage entre le Québec et l'Ontario s'est accru pour passer de 2,7 à 3,6 points de pourcentage.

Graphique 3

### Taux de diplomation avant 20 ans essentiellement inchangé en 2 décennies

Taux de diplomation au secondaire\*, population âgée de 16 ans et plus



\* Diplôme d'études secondaires ou professionnelles  
Sources : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; McKinsey & Compagnie

Graphique 4

### Le Québec est dans une position peu enviable

#### Classements 2008

#### Classement des pays de l'OCDE\*

% de la population ayant obtenu l'équivalent d'un DES ou DEP\*\* dans les délais prescrits

1	Allemagne
2	Grèce
3	Finlande
4	Corée
5	Japon
6	Norvège
7	Islande
8	République Tchèque
9	Suisse
10	Royaume-Uni
16	Canada
18	États-Unis
28	France

#### Classement des provinces canadiennes\*\*\* Taux de diplomation, population 20-24 ans

1	Colombie-Britannique
2	Ontario
3	Nouveau-Brunswick
4	Nouvelle-Écosse
5	Saskatchewan
6	Terre-Neuve-et-Labrador
7	Île-du-Prince-Édouard
8	Alberta
9	Québec
10	Manitoba

Le Québec a glissé du 7<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> rang canadien depuis 1992

\* OECD Education Outlook 2008; données pour les années 2005-2006  
\*\* Diplôme d'études secondaires ou Diplôme d'études professionnelles  
\*\*\* Statistique Canada, moyenne pour les années scolaires 2005-2006 à 2007-2008  
Sources : Organisation de coopération et de développement économiques; Statistique Canada; McKinsey & Compagnie

## L'abandon scolaire : de graves conséquences

Le décrochage scolaire est un drame pour l'individu. Une analyse statistique des conséquences du décrochage démontre que les non-diplômés touchent des revenus annuels moyens inférieurs à ceux des diplômés, constituant un manque à gagner de l'ordre de 439 000 \$ au bout de leur vie active (en valeur non actualisée)<sup>14</sup>. Plus touchés par le chômage, les non-diplômés composent la majorité des assistés sociaux et constituent l'essentiel de la population carcérale, alors qu'ils sont minoritaires dans la société. Enfin, les décrocheurs vivent moins longtemps et ils sont plus exposés au risque de dépression.

Le décrochage scolaire a aussi de graves conséquences pour la société dans son ensemble. Les non-diplômés participent généralement moins à la vie citoyenne et ils contribuent donc moins au renforcement du tissu social québécois.

D'autre part, les conséquences économiques sont lourdes. Le décrochage des 28 000 jeunes<sup>15</sup> par cohorte représente pour le gouvernement un manque à gagner de 1,9 milliard de dollars, en valeur actualisée. Ce manque à gagner est constitué de taxes et d'impôts non perçus ainsi que de dépenses sociales additionnelles généralement associées à un décrocheur sur la durée de sa vie. D'une façon imagée, c'est comme si le gouvernement signait chaque année une hypothèque de 1,9 milliard de dollars.

Vu sous un autre angle, le décrochage met en péril la vigueur économique du Québec en privant la société québécoise de travailleurs qualifiés. Le phénomène inquiète d'autant plus si l'on regarde l'évolution démographique du Québec : dans moins de 20 ans, le Québec ne comptera plus que 2,5 personnes en âge de travailler pour une personne de 65 ans et plus;

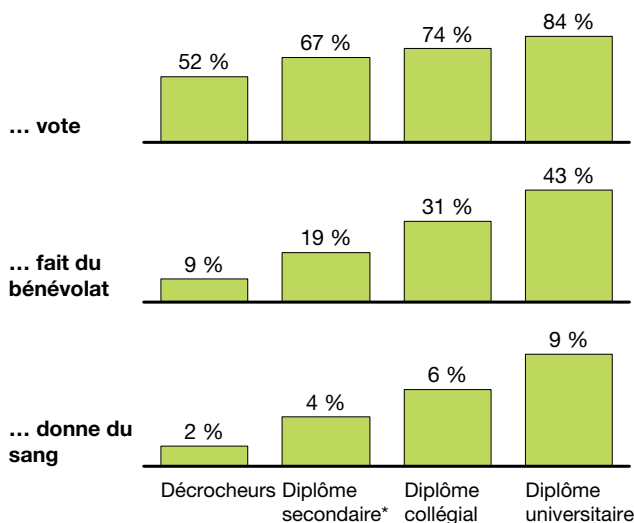
14 *Les sans-diplôme au Québec : Portrait d'ensemble*, Pierre Fortin, 2008.

15 De ce nombre, environ 13 500 sont des décrocheurs permanents et environ 14 500 sont des raccrocheurs.

Graphique 6

## La diplomation et la participation citoyenne

Pourcentage du segment de la population qui...

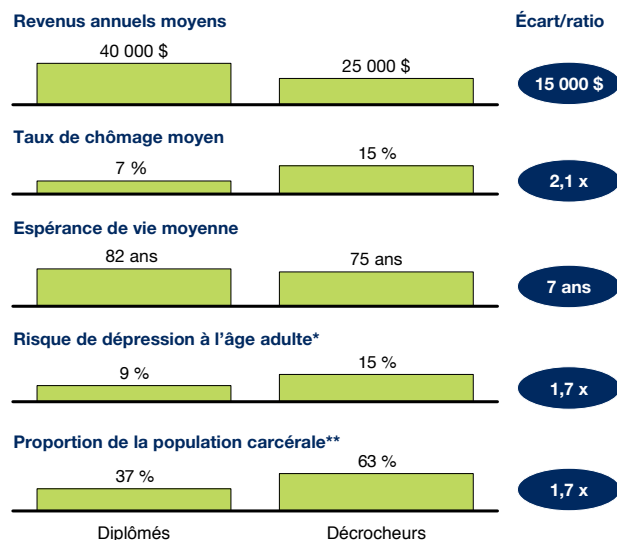


\* Diplôme d'études secondaires ou professionnelles

Sources : Journal of Public Economics; College Board; McKinsey & Compagnie

Graphique 5

## Les non-diplômés sont pénalisés à plusieurs égards



\* Données pour les femmes

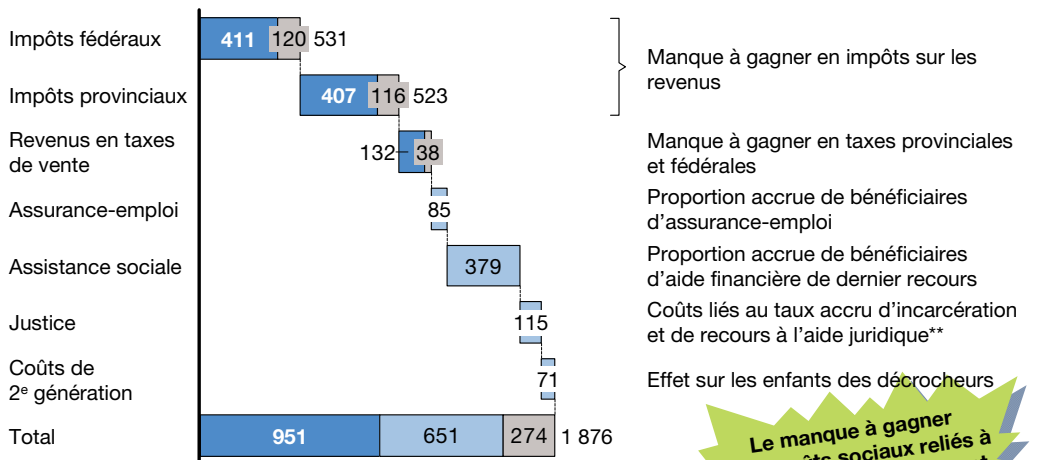
\*\* Proportion de l'ensemble des détenus représentant 100 %

Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec; Health Affairs; ministère de la Sécurité publique; OCDE; McKinsey & Compagnie

Graphique 7

## Coût d'une cohorte de décrocheurs au Québec

Coûts actualisés du décrochage scolaire pour une cohorte\* d'élèves  
Millions \$



\* Une cohorte basée sur 89 574 élèves, dont 15 % de décrocheurs permanents et 16 % de rattracheurs

\*\* Frais de cour exclus

\*\*\* Le coût représente la différence entre un décrocheur et un diplômé du secondaire

Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; McKinsey & Compagnie

**Le manque à gagner et les coûts sociaux liés à un décrochage permanent s'élèvent à 120 000 \$ en valeur actualisée\*\*\***

actuellement, ce ratio est de 5 pour 1; à la fin des années 1960, il était de 8 pour 1<sup>16</sup>.

### Chaque décrocheur est unique... et chaque communauté est unique

Le décrochage scolaire est difficile à résoudre parce que ses déterminants sont nombreux et varient considérablement d'un individu à l'autre : chaque personne est unique, tant au plan de son bagage scolaire que de l'effet exercé sur elle par son milieu familial et communautaire. Le phénomène déborde largement du milieu de l'enseignement.

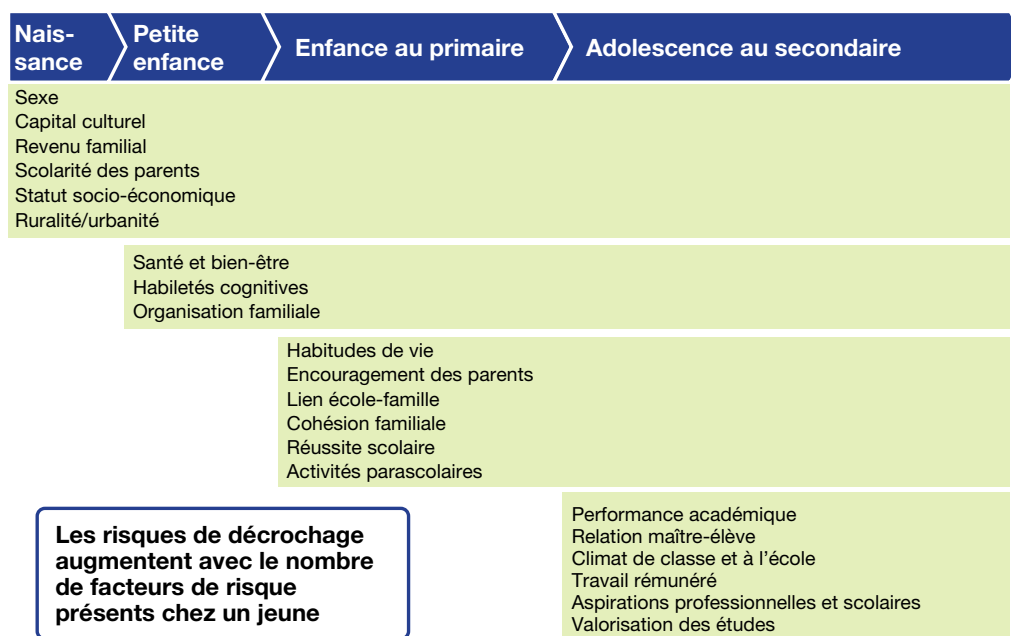
En effet, plusieurs recherches<sup>17</sup> ont démontré que le décrochage scolaire n'est pas un acte spontané mais plutôt le résultat d'une série de facteurs, dont plusieurs interviennent dès la petite enfance.

Par exemple, un enfant qui présente des troubles de langage à son entrée à l'école accumule *dès la première année* un retard qui pourrait, à terme, mener au décrochage. À ce propos, l'enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais (rapport régional 2008), utilisant l'instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE), a démontré que près du tiers des enfants à Montréal sont mal préparés à leur entrée en première année et, de ce fait, ils sont plus à risque en matière de troubles d'apprentissage.

17 Par exemple, le Groupe d'étude sur les déterminants du décrochage parrainé par la Fondation Lucie et André Chagnon.

Graphique 8

## Déterminants à surveiller de la naissance à l'obtention du diplôme secondaire



Sources : Fondation Lucie et André Chagnon; Groupe d'étude des conditions de vie et des besoins de la population; McKinsey & Compagnie

Au bagage et au parcours uniques de chaque individu s'ajoute la spécificité de chaque communauté. Les recherches à ce sujet démontrent qu'au Québec, le taux de diplomation 7 ans après l'entrée à l'école secondaire varie grandement à l'échelle régionale, allant de 40 pour cent dans le pire des cas à 77 pour cent dans le meilleur.

Au sein d'une région donnée, les disparités peuvent être marquées, même entre villes limitrophes. En fait, même des communautés a priori semblables (p. ex., salaires moyens et taux de chômage équivalents, présence ou absence d'écoles dans le quartier, villes centres comparables) peuvent avoir des taux de diplomation très différents.

## Le cas particulier de la formation professionnelle

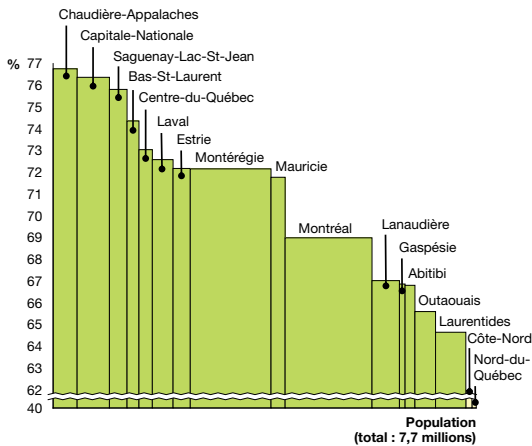
La diplomation après l'âge de 20 ans en formation professionnelle retarde l'arrivée sur le marché du travail de travailleurs qualifiés, comme elle retarde également les avantages reliés à l'insertion dans un emploi de qualité pour ces jeunes. Ce délai engendre des coûts considérables pour les personnes, les entreprises et pour la société québécoise.

Plusieurs facteurs limitent les inscriptions à la formation professionnelle. D'abord, en dépit des progrès constatés, le secteur des métiers et de la formation professionnelle est moins valorisé qu'il devrait l'être objectivement. Une enquête auprès de jeunes Québécois au secondaire deuxième cycle révèle que près de 70 pour cent des jeunes ne s'inscrivent pas en formation professionnelle car, d'après la perception

Graphique 9

### Variabilité du décrochage à l'échelle régionale

Taux de diplomation après 7 ans\*  
Régions administratives du Québec, 2006-2008



\* Depuis l'entrée au secondaire

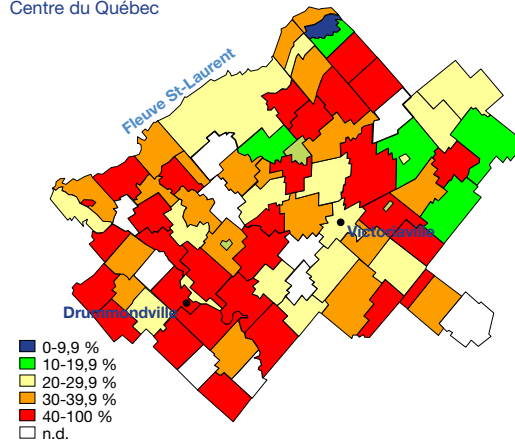
Sources : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; McKinsey & Compagnie

Graphique 10

### Disparité entre les communautés d'une même région

Taux de sortie sans diplôme; sexe masculin, 2001-2003

Centre du Québec



Sources : Groupe d'étude des conditions de vie et des besoins de la population; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; McKinsey & Compagnie

qu'ils en ont, les métiers qu'elle offre « ne sont pas intéressants »<sup>18</sup>. De fait, l'attitude et les préjugés qu'ont certains parents et intervenants scolaires portent les jeunes à croire qu'une formation professionnelle ne serait pas aussi « valable » qu'une formation collégiale ou universitaire, alors que les besoins du marché du travail jouent en faveur des métiers spécialisés. Cette situation est dommageable, tant pour la société que pour nombre de jeunes qui pourraient s'épanouir en exerçant un métier correspondant à leurs talents et à leurs goûts.

Cette problématique d'orientation, fondée sur des perceptions erronées et la méconnaissance des métiers et des possibilités qu'ils offrent, tant au plan de l'emploi que des salaires et des conditions de travail, constituent autant de facteurs qui limitent les inscriptions en formation professionnelle. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'une proportion élevée des élèves qui s'y retrouvent est relativement plus

âgée. Ceux-ci s'inscrivent après avoir fréquenté un établissement postsecondaire ou après avoir été sur le marché du travail pendant quelques années.

De plus, les conditions d'admissibilité à ces programmes peuvent représenter des difficultés à surmonter, notamment pour des élèves plus jeunes qui, entre autres, n'ont pas un niveau suffisant de formation générale. Par ailleurs, à dossier équivalent, les élèves plus âgés seront favorisés car ils sont en général plus sérieux et disciplinés, et leur maturité vocationnelle est souvent plus grande.

Le Québec affiche une forte croissance au chapitre de la cohorte en formation professionnelle depuis la Réforme Ryan de 1988, surtout chez les élèves plus âgés. Il faut maintenant travailler à inciter les jeunes de 14 à 18 ans qui sont moins à l'aise en enseignement régulier à considérer la formation professionnelle, dont le côté plus concret et davantage orienté vers le travail pourrait constituer un facteur de persévérance scolaire.

18 *Situation des jeunes en formation professionnelle, principaux indicateurs*, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, novembre 2006.

## L'éducation peu valorisée au Québec

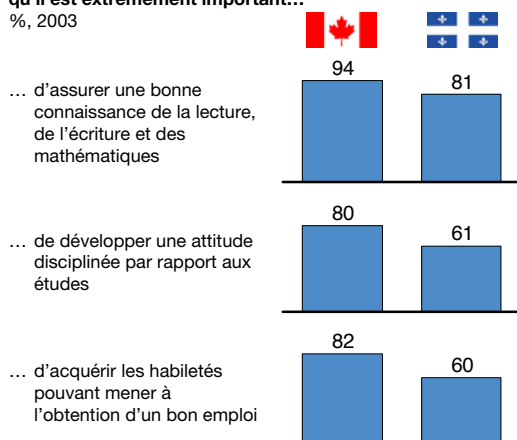
À maints égards, les jeunes sont le reflet de la société au sein de laquelle ils vivent. La faible valorisation de l'éducation est reconnue comme un des déterminants du décrochage scolaire. Le milieu familial du jeune, la collectivité à laquelle il s'identifie et la société en général lui transmettent des messages qui ont une incidence sur sa motivation, ou sa démotivation, à poursuivre ses efforts à l'école.

Or, un sondage effectué dans le cadre des travaux de l'équipe de travail sur l'accès à l'éducation, présidée par Michel Gervais (2005), et dont le rapport s'intitule *L'éducation : l'avenir du Québec*, dévoilait que l'éducation est moins valorisée au Québec qu'ailleurs au Canada.

Graphique 11

### L'éducation est moins valorisée au Québec qu'ailleurs au Canada

Proportion de la population sondée qui considère qu'il est extrêmement important...  
%, 2003



Source : Gervais, M. *L'éducation : l'avenir du Québec*, 2005; McKinsey & Compagnie





## Section 3

# Bâtir sur des initiatives déjà engagées au Québec

Le Québec est doté d'une infrastructure de services publics relativement robuste pouvant être mise à contribution pour la promotion de la persévérance scolaire. Cette infrastructure englobe, entre autres, le système d'éducation lui-même, ses commissions scolaires et ses écoles, les services de garde, les Centres de santé et de services sociaux (CSSS), ainsi que les centres jeunesse et les programmes s'y rattachant (p. ex., le Programme Qualification Jeunesse).

À ces services publics s'ajoute l'infrastructure de la société civile, qui regroupe divers organismes communautaires et philanthropiques.

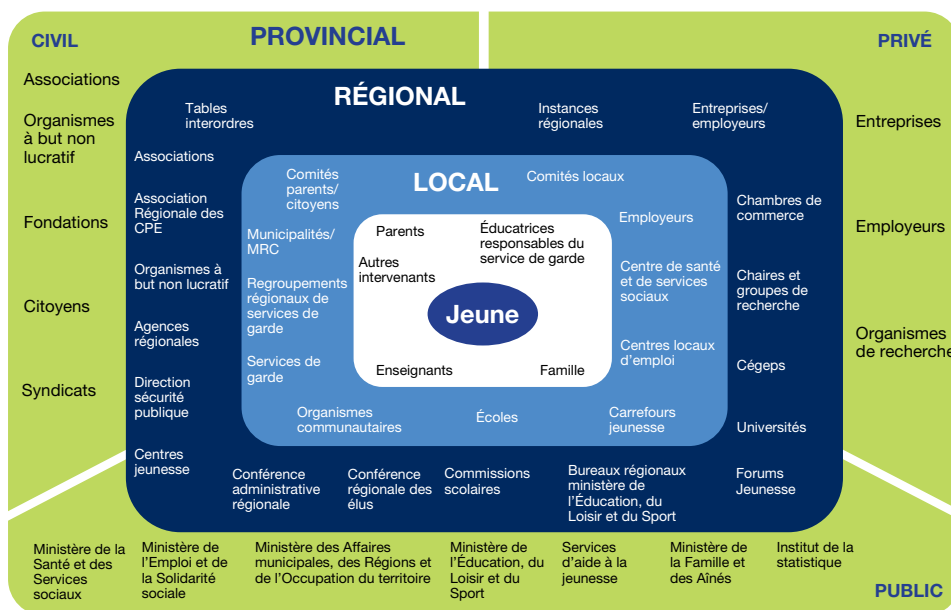
Il faut aussi compter sur de nombreux intervenants provenant de toutes les sphères de la société. Ces intervenants, qui consacrent temps, énergie et ressources à la promotion de la persévérance scolaire, ont des profils très variés, ce qui reflète bien le besoin de cibler la multitude de déterminants du décrochage

et d'adapter les solutions aux réalités spécifiques des communautés.

Les intervenants participent à toute une gamme de programmes et initiatives qui émanent du gouvernement et de la société civile, et touchent tout le continuum de vie du jeune. Ces projets démontrent la capacité du Québec à innover au moyen de programmes gouvernementaux (p. ex., les services de garde éducatifs à l'enfance et les services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance); à mobiliser des ressources à grande échelle afin d'augmenter la persévérance scolaire (p. ex., la stratégie *Agir autrement*); à mobiliser et à créer une concertation de lutte au décrochage scolaire au sein d'une région (p. ex., le CRÉPAS); à innover grâce à l'entrepreneuriat social et à provoquer des changements durables dans les communautés (p. ex., la Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale).

Graphique 12

## Des interventions multiples et complexes

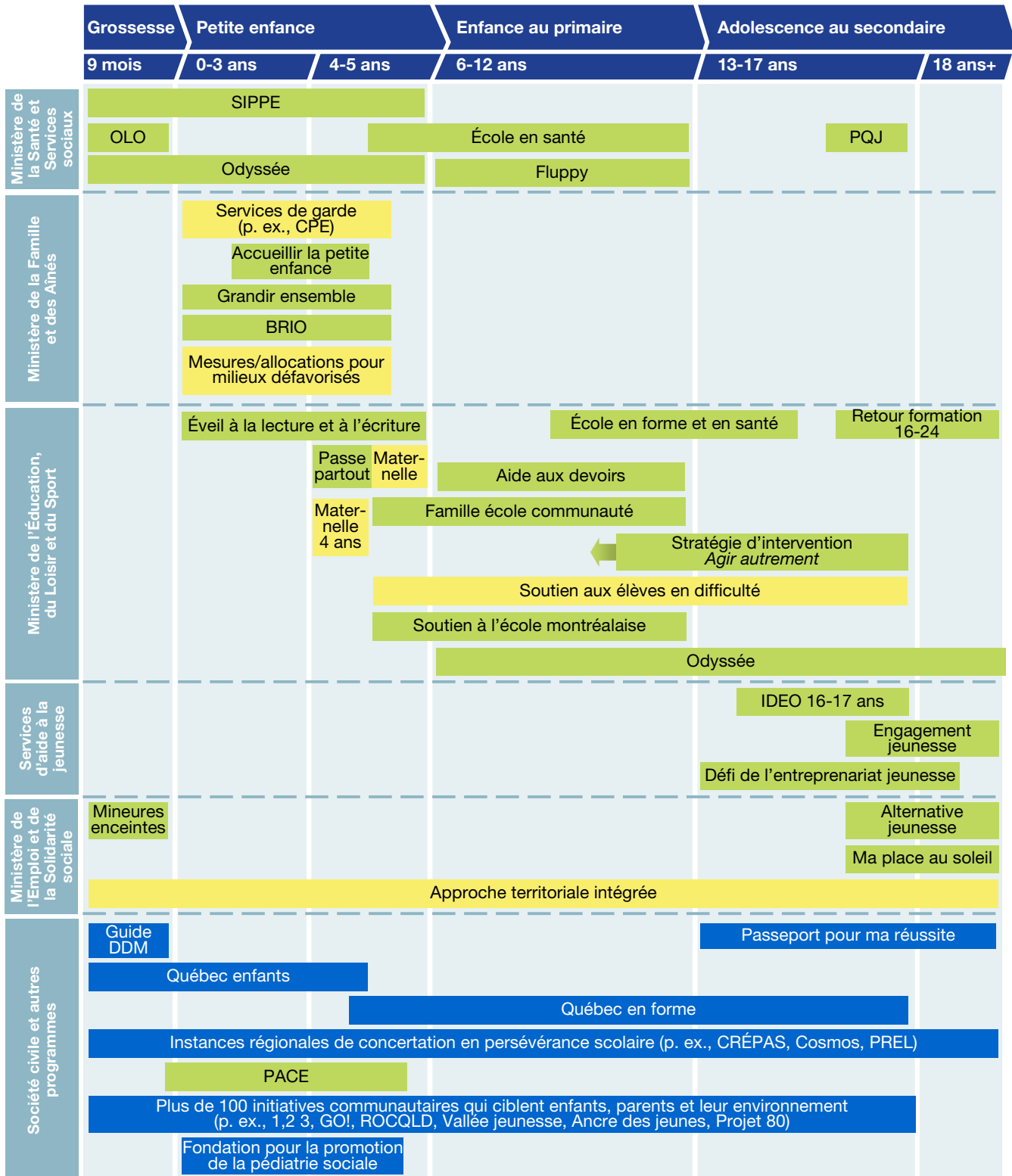


Graphique 13

# Une multitude de programmes, services, initiatives et organismes

## Quelques exemples

- Service public
- Programme dans le cadre d'un service public
- Initiatives et organismes civils



Dans les pages qui suivent, quelques-uns des programmes les plus importants en matière de persévérance scolaire seront présentés.

### **Les services de garde éducatifs à l'enfance (SDGEE) et les services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE)**

Le Québec dispose aujourd'hui d'un réseau de services de garde éducatifs à l'enfance (SDGEE), comprenant les centres de la petite enfance (CPE) et les garderies. Ce réseau compte près de 205 000 places à contribution réduite (7 \$ par jour). En 2005, pour chaque tranche de 100 enfants de moins de 5 ans, 52 places en service de garde étaient disponibles<sup>19</sup>.

Le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance, par sa qualité et son envergure, représente un atout important pour le Québec en matière de persévérance scolaire. Les études américaines (voir le programme *Perry Preschool* dans la section 4) démontrent l'effet potentiel d'une intervention de nature éducative en bas âge sur les risques de décrochage scolaire à l'adolescence. Le Québec peut donc s'attendre à tirer, au cours des prochaines années, des bénéfices importants de son investissement dans le réseau des services de garde.

Dans une perspective d'aide aux enfants issus de milieux défavorisés, le programme des services de garde québécois offre les mesures suivantes :

- L'accès gratuit aux services de garde, à raison de 5 demi-journées par semaine, pour les enfants de familles qui reçoivent une aide de dernier recours. En janvier 2007, près de 12 000 enfants fréquentaient gratuitement un service de garde.
- Des places réservées dans les services de garde pour les enfants vivant en situation de vulnérabilité. En

2007, plus de 2 000 places étaient ainsi réservées pour des enfants référés par les CSSS.

- Une allocation additionnelle pour les services de garde éducatifs à l'enfance qui reçoivent un grand nombre d'enfants issus d'un milieu défavorisé.
- Enfin, une entente de 12,5 millions de dollars sur 3 ans, conclue en 2006 entre le ministère de la Famille et des Aînés et la Fondation Lucie et André Chagnon. Cette entente a permis d'accroître le soutien aux bureaux coordonnateurs et aux responsables d'un service de garde en milieu familial œuvrant auprès des enfants de milieux défavorisés.

Malgré ces mesures, les enfants de milieux défavorisés fréquentent généralement moins les services de garde que l'ensemble des enfants de la province<sup>20</sup>. De multiples raisons peuvent expliquer ce phénomène : la disponibilité d'un parent à la maison, la difficulté d'accès aux services, les problèmes de transport et les préjugés défavorables face aux services de garde, pour ne nommer que ceux-là. Cette situation représente manifestement un défi dans une perspective de lutte au décrochage scolaire.

Les services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE) à l'intention des familles en contexte de vulnérabilité visent à les soutenir, et ce, dès le début de la grossesse jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 5 ans. Ces services s'inspirent du programme de David Olds, qui a fait ses preuves en matière de prévention de l'abus et de la négligence, et des programmes de stimulation précoce (comme *Head Start*, *Perry Preschool* et *Carolina Abecedarian*), dont l'efficacité à prévenir les retards de développement a été démontrée.

Les SIPPE sont offerts aux jeunes parents de moins de 20 ans et aux familles vivant dans la pauvreté,

<sup>19</sup> Institut national de santé publique du Québec.

<sup>20</sup> Résultats de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec concernant la qualité des services de garde (2005).

lesquelles sont identifiées à partir de la situation socioéconomique des femmes enceintes et des mères âgées de 20 ans ou plus (diplôme d'études secondaires non complété et revenu se situant sous le seuil de faible revenu). Ces services d'accompagnement des familles consistent principalement en des visites à domicile, un soutien à des interventions éducatives précoces auprès des enfants (réalisées en collaboration avec les services de garde éducatifs), et un soutien aux actions intersectorielles visant à créer des environnements favorables (réalisées principalement en collaboration avec les organismes communautaires). Toutes les composantes de ces services reposent sur la nécessité d'une intervention précoce, intensive, continue et adaptée aux familles en situation de vulnérabilité (p. ex., faible scolarité, faible revenu, jeune âge de la mère). Par ces services, on vise d'une part à prévenir les problèmes d'abus, de négligence et de violence envers les enfants et, d'autre part, à favoriser le développement optimal des enfants de 0 à 5 ans. Les SIPPE permettent de soutenir les femmes enceintes et les parents dans le développement d'une relation chaleureuse avec leur enfant et dans l'exercice de leur rôle éducatif auprès de celui-ci.

Les SIPPE existent depuis 2004 et des chantiers sont présentement en cours pour s'assurer que leur forme et leur contenu correspondent aux dernières avancées scientifiques et aux besoins des familles à desservir. Ces actions positives doivent être maintenues.

### **Agir autrement**

En mai 2002, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a présenté la stratégie d'intervention *Agir autrement* (SIAA) afin d'accompagner les écoles secondaires en milieu défavorisé et d'améliorer la réussite scolaire. Ce programme d'envergure, qui ciblait 195 écoles secondaires et 55 commissions scolaires, avait un budget initial de 125 millions de dollars, soit 25 millions de dollars par année pour 5 ans. Depuis,

le budget a été révisé et prévoit désormais environ 40 millions de dollars par année.

Les fondements de la stratégie s'appuient sur quatre axes d'intervention :

- *La prise en charge locale de la problématique.* Les directions d'école, les enseignants et les professionnels dressent un portrait de la situation, et établissent un plan d'action qu'ils implanteront eux-mêmes.
- *Un soutien financier pour accompagner les établissements.* Un budget d'environ 200 000 à 500 000 \$ par année par école (en fonction de la clientèle) permet de mener des actions d'envergure.
- *Un soutien tactique pour les établissements et leurs intervenants.* Plusieurs guides (p. ex., pratiques d'enseignement, données d'enquête sur les jeunes) et formations sont offerts pour accompagner les écoles.
- *Le suivi du déploiement des mesures.* Un comité national de pilotage assure un suivi de la mise en œuvre et évalue les efforts de déploiement.

Depuis son inauguration, la SIAA a connu des succès variables que l'on pourrait catégoriser en trois types d'établissement : 1) l'établissement engagé qui a réussi à augmenter son taux de diplomation et le sentiment d'appartenance à l'école chez les élèves, ainsi que la motivation et la satisfaction des enseignants; 2) l'établissement bien intentionné qui implante des actions intéressantes, mais n'obtient que des résultats variables dont la pérennité est incertaine; et finalement 3) l'établissement peu engagé dans l'action de la SIAA et qui voit peu de résultats concrets sur la réussite scolaire des jeunes.

Fort de ces constats, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport s'affaire à améliorer la stratégie et à

déployer les ressources nécessaires pour en augmenter l'efficacité.

Ce programme, dans une version améliorée, pourrait devenir un outil de premier plan pour augmenter la persévérance scolaire dans les 100 à 120 écoles secondaires les plus à risque. Cette idée sera reprise dans les sections 4 et 5.

## CRÉPAS

Fondé en 1996, le Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire au Saguenay–Lac-Saint-Jean (CRÉPAS) a pour objectif de prévenir l'abandon des études chez les jeunes de cette région au secondaire, au cégep et à l'université par des actions concertées, tant au plan local que régional.

Le CRÉPAS mobilise les forces vives du milieu dans le cadre d'un processus de changement social visant la prévention de l'abandon scolaire. Son approche est basée sur une recherche sur les habitudes de vie des jeunes permettant d'établir les causes de l'abandon scolaire dans un contexte particulier, et d'élaborer des solutions adaptées à chaque milieu.

La philosophie du CRÉPAS est que le succès scolaire est d'abord l'affaire du jeune concerné, mais il engage aussi la responsabilité de toute la région. La réussite nécessite l'adhésion de tous les intervenants, dont l'action agira sur la détermination du jeune à poursuivre ses études.

Le modèle d'intervention du CRÉPAS repose sur quatre piliers :

- *La mobilisation régionale et la coordination opérationnelle.* Cette démarche inclut, entre autres, la coordination des comités de travail et l'engagement des bénévoles, la concertation des différents milieux et la réalisation du plan d'action régional en prévention de l'abandon scolaire.
- *La recherche et la diffusion des connaissances.* Celles-ci contribueront à accroître l'expertise

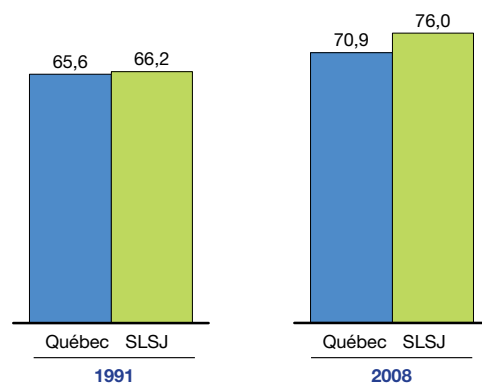
régionale et locale dans les problématiques prioritaires, dont les comportements sociaux des jeunes, les troubles du langage et la conciliation études-travail.

- *La promotion de la persévérance scolaire et de la formation auprès des différents publics issus du milieu.* Une campagne annuelle de promotion et la sensibilisation des enseignants et des autres intervenants du milieu scolaire (p. ex., la campagne de sensibilisation *Chaque jeune a besoin d'encouragement chaque jour*) figurent parmi les initiatives déployées.
- *L'intervention et l'accompagnement.* À ce titre, mentionnons le soutien à l'intégration des services auprès des jeunes et de leur famille, les démarches de prévention de l'abandon scolaire dans les milieux à risque, l'amélioration de la communication entre les écoles et les familles, et le renforcement du partenariat entre le milieu socioéconomique et celui de l'éducation.

Le CRÉPAS a contribué aux excellents résultats du Saguenay–Lac-St-Jean, qui obtient maintenant un des

Graphique 14  
**L'amélioration de la diplomation au Saguenay–Lac-St-Jean**

Taux de diplomation après 7 ans\*  
%



\* Depuis l'entrée au secondaire  
Sources : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; McKinsey & Compagnie

meilleurs taux de diplomation au Québec, alors qu'il se situait dans la moyenne québécoise en 1996.

Le modèle du CRÉPAS met bien en valeur l'importance des régions dans la mobilisation des intervenants locaux. Le palier régional jouera vraisemblablement un rôle important dans la promotion de la persévérance scolaire.

## **Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale**

L'approche de la Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale (FPPS) repose sur la thèse voulant que les problèmes de développement des enfants soient liés à l'insatisfaction de leurs besoins essentiels. Ainsi, un enfant est à risque lorsque ses besoins globaux (p. ex., identité, stabilité, sécurité, justice) ne sont pas respectés ou lorsqu'il souffre de lacunes des déterminants de sa santé (p. ex., accès à de la nourriture saine, toit/logement adéquat, hygiène, exercice, environnement sain). Un enfant à risque peut accuser, par exemple, un retard de langage et de motricité, un déficit des aptitudes sociales ou un déficit de l'attention. Il devient alors susceptible de subir l'échec scolaire et de révéler une inaptitude au travail, entre autres.

Dans cette perspective, la FPPS agit auprès des enfants et des jeunes de 0 à 14 ans en situation de vulnérabilité, et se donne comme mission de permettre à chacun de s'épanouir dans son milieu de vie. Son approche de pédiatrie sociale vise à guider l'enfant ou le jeune sur une trajectoire de réussite. La FPPS intervient auprès de chacun en tenant compte de ses besoins spécifiques, et de façon globale en orchestrant les intervenants pour combler les besoins essentiels des enfants et des jeunes. Elle joue donc un rôle d'intégrateur des services gouvernementaux et communautaires.

La FPPS a évolué à partir de l'action du Dr Gilles Julien, commençant en 1998 sous la forme du

« docteur à bicyclette », vers un concept et une approche éprouvés et une adhésion populaire au Québec<sup>21</sup>. La FPPS compte aujourd'hui deux centres en fonctionnement : l'un dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, l'autre dans un secteur du quartier Côte-des-Neiges. La FPPS vise à étendre son action à l'ensemble du Québec et à faire de son approche de pédiatrie sociale une référence à l'échelle mondiale. Le Dr Gilles Julien, Fellow de l'organisme Ashoka, est reconnu mondialement pour son innovation en entrepreneuriat social.

La Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale illustre bien le potentiel d'innovation et d'entrepreneuriat social au Québec, qui peut être mis à profit pour promouvoir la persévérance scolaire. Elle met aussi bien en valeur l'importance de créer un lien fort et de proximité avec la communauté afin de rejoindre les personnes dans le besoin, développer un lien de confiance avec elles, et ultimement opérer un changement durable dans la communauté. Certains de ces éléments sont repris dans les recommandations de la section 5.

## **Trois actions déjà bien engagées au Québec**

Ce rapport ne prétend pas faire justice à tous les programmes et initiatives qui agissent de près ou de loin sur la persévérance scolaire au Québec – on en recense plus d'une centaine. Or, l'abondance de programmes et d'initiatives dans la province soulève la question de leur efficacité. Souffre-t-on d'un manque d'intensité dans l'action? Nos pratiques sont-elles les bonnes? Le manque généralisé de mesure des résultats dans le domaine de la persévérance scolaire au Québec ne nous permet pas de répondre à ces questions de manière probante.

<sup>21</sup> La FPPS en soi a été fondée en février 2005 dans le but d'assurer la promotion et la défense des droits des enfants des milieux défavorisés par le biais de la pédiatrie sociale.

Néanmoins, ce tour d'horizon fait ressortir clairement l'opportunité de bâtir sur trois initiatives déjà bien engagées au Québec :

- Les services à la petite enfance, dont les services de garde éducatifs à l'enfance (comprenant les CPE) et les services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE), qu'il faudra maintenir et continuer d'améliorer notamment en les rendant davantage accessibles aux populations les plus défavorisées.
- La stratégie d'intervention *Agir autrement*, qui cible correctement les écoles secondaires à très haut taux de décrochage, mais dont l'approche et l'intervention devront être améliorées en s'inspirant des meilleures pratiques décrites à la prochaine section.
- Les initiatives d'innovation et de mobilisation communautaires (p. ex., le CRÉPAS et la Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale) qui réussissent à engager les communautés et à rassembler les ressources disponibles nécessaires pour opérer un changement durable dans les communautés.





## Section 4

# Tirer des leçons des meilleures pratiques d'ailleurs

Le décrochage scolaire n'est pas un problème exclusivement québécois. Un survol des activités de lutte au décrochage scolaire de par le monde révèle plus d'une centaine d'initiatives et de programmes formels (voir l'Annexe B.) Un examen plus approfondi permet de constater qu'un petit nombre d'initiatives ont réussi à produire des résultats mesurés et concrets d'augmentation de la persévérance scolaire – des résultats qui sont parfois spectaculaires.

Sans chercher à reproduire exactement ce qui se fait ailleurs, le Québec pourrait s'inspirer des principes généraux qui guident ces initiatives dans le but d'élaborer des solutions adaptées à la réalité québécoise.

Le groupe d'action s'est attardé à quatre de ces initiatives : *High/Scope*, *Check & Connect*, *Pathways* et *Career Academies*. Elles ont été sélectionnées parce qu'elles ont le mérite d'avoir été mesurées rigoureusement (p. ex., étude statistique avec

groupe témoin) et d'avoir mené à des résultats impressionnants. Ensemble, ces initiatives illustrent une diversité d'approches et peuvent inspirer une solution québécoise.

La présente section décrit ces quatre initiatives fructueuses, ainsi que le cas de la Finlande. On trouvera à l'Annexe C les initiatives *Child-Parent*, *Carolina Abecedarian*, *No Child Left Behind*, le *Programme de prévention au primaire de l'Université de Montréal*, le programme implanté à la Polyvalente St-Joseph dans le cadre de la stratégie d'intervention *Agir Autrement* ainsi que les initiatives *1,2,3 GO!*

Graphique 15

### Initiatives réussies analysées

	Déploiement	Tranche d'âge ciblée	Coût cumulatif par jeune	Diminution du décrochage Écart en %
	Déployé à grande échelle	3 - 4 ans	12 356 \$ pour 1 - 2 ans	38
	Reproduit	11 - 15 ans	5 000-7 500 \$ pour 5 ans	33
	En début de reproduction	13 - 17 ans	15 000-20 000 \$ pour 5 ans	86
	Déployé à grande échelle	13 - 17 ans	1 500-3 000 \$ pour 5 ans	34

## High/Scope Perry Preschool Program

Le programme *High/Scope Perry Preschool* a pour objectif de favoriser le développement cognitif et social des enfants de 3 et 4 ans vivant dans la pauvreté.

Ce programme d'éducation préscolaire a été conçu au Michigan dans les années 60, lorsque les écoles publiques de Ypsilanti faisaient face à une croissance de l'échec scolaire et que plusieurs élèves démontraient des retards importants dès la maternelle et la première année du primaire.

Basé sur l'apprentissage participatif, le programme repose sur quatre dimensions clés :

- Une intervention intense au préscolaire (2,5 heures par jour, 5 jours par semaine, sur une période de 2 ans) et une visite hebdomadaire à domicile. Le ratio d'éducateurs par classe est de 1 éducateur pour une moyenne de 5,7 élèves.
- La formation des éducateurs dans des domaines tels que l'interaction adulte-enfant, la disposition du local et du matériel, ainsi que l'établissement de routines quotidiennes.
- Un programme éducatif axé sur cinq composantes principales : approches de développement à l'apprentissage; langage, éveil à la lecture et à la communication; développement social et affectif; santé et bien-être; arts et sciences.
- La mesure des résultats des interventions. Le programme intègre plusieurs indicateurs clés de suivi de la performance, tant en ce qui touche à la qualité de l'approche éducative qu'à la progression des apprentissages réalisés par les enfants.

Une recherche longitudinale a examiné la vie des 123 enfants qui ont participé au programme : d'origine afro-américaine, nés dans la pauvreté, ces enfants étaient à haut risque d'échec scolaire. Les résultats de la recherche, maintenant reconnue comme

une étude historique, sont probants, notamment à l'égard de la persévérance scolaire : 66 pour cent des participants ont obtenu leur diplôme d'études secondaires, par rapport à 45 pour cent pour le groupe témoin. La recherche a également démontré des effets considérables sur les aptitudes cognitives des enfants. En effet, dès l'âge de 5 ans, 67 pour cent possédaient un quotient intellectuel de plus de 90, comparativement à 28 pour cent pour le groupe témoin. De plus, le taux de réussite aux tests standardisés à l'âge de 14 ans était de 49 pour cent, contre 15 pour cent pour le groupe témoin.

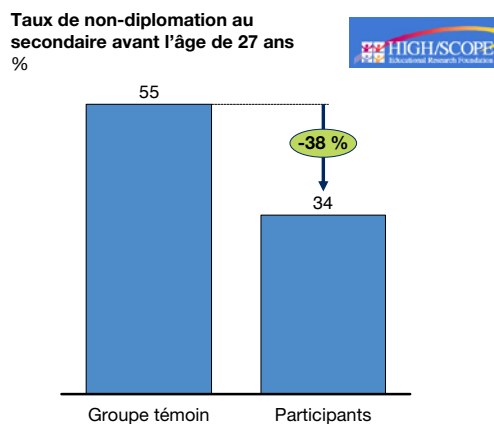
Le programme a été implanté dans plusieurs écoles aux États-Unis, et il est en place au Royaume-Uni, en Irlande, au Mexique, aux Pays-Bas, en Afrique du Sud, à Singapour, en Corée et en Indonésie. Le programme coûte environ 12 400 \$ par enfant pour une durée de 2 ans.

Ce programme s'apparente au réseau de services de garde québécois. On pourrait donc s'attendre à ce que le réseau du Québec porte des fruits, notamment en rendant des services de garde plus accessibles aux populations défavorisées et en assurant une

Graphique 16

### Les résultats du programme *Perry Preschool*

Cohorte de 123 enfants



intervention ciblée qui favorise la persévérance scolaire.

## Check & Connect

Le programme *Check & Connect* dépiste les élèves du secondaire qui sont à risque et leur apporte une aide individuelle adaptée à leurs besoins dans le but d'encourager la persévérance scolaire. L'approche est fondée sur la collaboration étroite entre des chercheurs, des intervenants à l'école, l'élève et ses parents. Le programme a été créé en 1990 par l'université du Minnesota, en partenariat avec les écoles publiques de Minneapolis.

Les élèves ciblés sont repérés au moyen d'un contrôle quotidien des facteurs de risque menant à l'abandon scolaire (p. ex., absentéisme, retards, échecs, problèmes de comportement). On attribue à chaque élève inscrit au programme un conseiller dont le rôle se situe entre celui d'un mentor, d'un coach et d'un coordonnateur de services. À la base, le conseiller doit bâtir une relation de confiance avec l'élève; concrètement, il prend en charge le dossier de l'élève et fait les suivis nécessaires pour une période minimale de 2 ans.

Les résultats sont concluants : après 4 ans de participation au programme, les jeunes ciblés au cours de leur 9<sup>e</sup> année (c'est-à-dire l'équivalent du secondaire 3) voient leur taux moyen de décrochage réduit du tiers. Le programme coûte de 5 000 à 7 500 \$ par élève pour les 5 ans du cursus.

*Check & Connect* devrait inspirer la réforme de la stratégie d'intervention *Agir autrement*. Le rôle du conseiller-mentor est déterminant pour atteindre les objectifs de ces interventions en milieu scolaire.

## Pathways to Education

La mission de *Pathways to Education* consiste à « veiller à ce que les jeunes de milieux à risque ou de

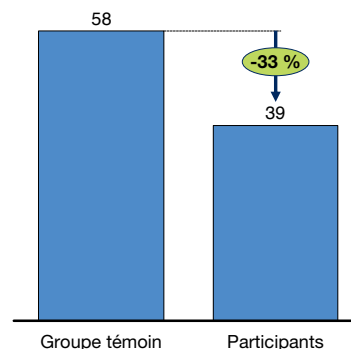
communautés économiquement défavorisées réalisent leur plein potentiel en fréquentant l'école assidûment, en obtenant leur diplôme et en poursuivant des études postsecondaires ». Le programme vise à apporter

Graphique 17

### Les résultats du programme *Check & Connect*

#### Taux de décrochage

Cohorte de 94 élèves à haut risque de décrochage ciblés en 9<sup>e</sup> année  
%



Sources : What Works Clearinghouse; McKinsey & Compagnie

une aide individuelle intense et à multiples facettes, adaptée aux besoins spécifiques de chaque jeune dans une perspective de persévérance scolaire.

L'approche compte sur l'engagement de l'élève et des parents, et mise sur la collaboration étroite entre des intervenants à l'école et dans la communauté, l'élève et ses parents.

*Pathways* a été implanté en 2001 dans le secteur Regent Park de Toronto, un quartier défavorisé, densément peuplé, multiethnique et dépourvu d'une école secondaire à proximité. La presque totalité (95 pour cent) des enfants de Regent Park participe au programme.

En signant un contrat de participation, l'élève et ses parents s'engagent à respecter, pour la durée des

études secondaires, les exigences du programme, qui s'appuie sur quatre piliers :

- Les services d'un conseiller dont le rôle se situe entre celui d'un mentor et d'un coach (semblable à celui de *Check & Connect*).
- Un service d'aide aux devoirs en groupe, deux fois par semaine.
- Un service de mentorat hebdomadaire, où l'élève apprend à mieux se connaître, à gérer ses enjeux personnels et à prendre des risques; en fin de secondaire, ces rencontres servent aussi à l'exploration des métiers et des professions, ainsi qu'à soutenir sa motivation à persévérer vers un but concret et à réussir ses études.
- Une aide financière pour le transport et les fournitures scolaires, et une bourse d'études supérieures allant jusqu'à 4 000 \$.

Le conseiller qui intervient auprès du jeune est un élément clé du programme. D'abord, il crée une relation de confiance avec l'élève et ses parents. Ensuite, il rencontre régulièrement les enseignants et les parents, et reçoit les relevés de notes et d'absences.

Le coût de *Pathways to Education* tel qu'il est déployé dans Regent Park est de 16 000 \$ par élève (y compris la bourse d'études supérieures) pour les 4 ans que dure le programme dans le système d'études secondaires ontarien. *United Way of Greater Toronto* et *Pathways to Education Canada* soutiennent ce programme, dans le cadre duquel quelque 300 bénévoles offrent des services de tutorat et de mentorat à 850 élèves.

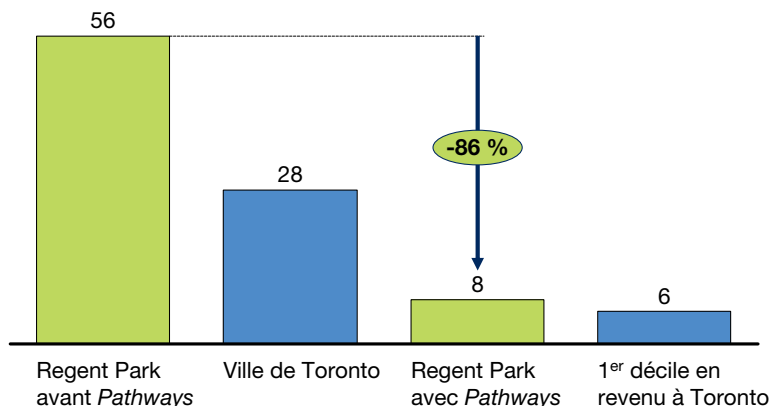
Les résultats sont spectaculaires. Le taux de décrochage cumulé pour les 850 élèves de quatre cohortes du quartier Regent Park a chuté à 8 pour cent, alors qu'il se situait à 56 pour cent dans ce même quartier avant le programme. Le taux de diplomation

Graphique 18

## Les résultats du programme *Pathways*

pathways

**Taux de décrochage\***  
Population de 850 élèves  
%



\* Les premières données pour Regent Park sont pour 1999 et les deuxièmes pour 2007; les données de Toronto sont pour 2000  
Sources : *Pathways to Education*; McKinsey & Compagnie

avec *Pathways* est pratiquement équivalent à celui qui est observé dans les quartiers les plus favorisés de Toronto.

*Pathways* a été implanté dans d'autres communautés en Ontario : à Ottawa, à Kitchener et dans les quartiers New Heights et Jamestown à Toronto. La formule a récemment été déployée au Québec sous la bannière *Passeport pour ma réussite* par l'organisme *Toujours Ensemble*. Les 48 bénévoles qui œuvrent depuis 2 ans à Verdun accompagnent 126 élèves.

Le modèle de *Pathways/Passeport* semble particulièrement prometteur pour les quartiers urbains défavorisés du Québec; il existe environ de 15 à 20 quartiers où une telle approche pourrait être implantée.

## Career Academies

Les *Career Academies* font la promotion de l'éducation appliquée auprès des jeunes afin de les motiver à poursuivre leurs études.

Le programme a été fondé en 1969 à Philadelphie par un groupe de gens d'affaires en collaboration avec la Philadelphia Electric Company et Bell of Pennsylvania. Le groupe, chapeauté par le visionnaire Charles Bowser, était peiné de voir que la violence, le chômage et la pauvreté s'accroissaient chez les jeunes alors que les entreprises de la région avaient du mal à recruter des employés compétents dans plusieurs métiers.

Le programme *Career Academies* repose sur trois éléments clés :

- Adapter le curriculum pour mieux faire le lien entre les matières académiques et les activités professionnelles. À titre d'exemple, un groupe d'élèves spécialisés en aéronautique résoudra des problèmes de physique reliés aux avions (p. ex., en calculant le frottement des roues d'un avion sur la piste) et s'initiera à la littérature en lisant un

roman dont le héros est un pionnier de l'aviation civile.

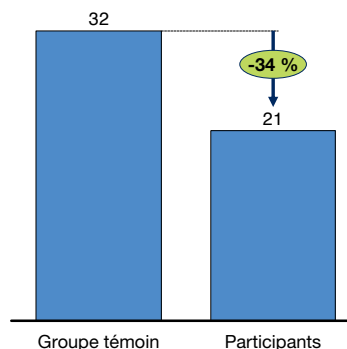
- Faciliter les stages en milieu de travail grâce à des partenariats avec des entreprises locales. Ces liens sont également mis à contribution au cours de l'année scolaire lors de visites industrielles ou de conférences.
- Favoriser une communauté d'apprentissage soudée en maintenant les mêmes élèves et enseignants pour la durée du programme scolaire (de 2 à 4 ans). Cette proximité et les liens d'amitié et de confiance qui en découlent créent un sentiment d'appartenance et un engagement plus forts.

Les *Career Academies* sont implantés dans des écoles offrant des cursus plus traditionnels; le diplôme secondaire obtenu à la suite d'une participation au programme est reconnu par les établissements d'enseignement supérieur, de sorte que les jeunes qui optent pour cette voie ne sont pas marginalisés.

Graphique 19

### Les résultats de Career Academies

Taux de décrochage  
Cohorte de 474 élèves  
%



Sources : Kemple, McKinsey & Compagnie

Depuis les années 60, la formule connaît un tel succès qu'elle est maintenant déployée dans plus de 2 000 écoles aux États-Unis et gagne en popularité dans le reste du monde. Une étude effectuée auprès de quelque 500 élèves a démontré que la participation au programme réduisait du tiers le taux de décrochage.

## La Finlande

Le niveau de persévérance scolaire en Finlande est exceptionnel : le taux d'obtention du diplôme secondaire dans les délais prescrits<sup>22</sup> atteint 95 pour cent, comparativement à la moyenne des pays de l'OCDE, qui est de 80 pour cent<sup>23</sup>.

L'approche éducative finlandaise se démarque de trois façons :

- L'accompagnement individualisé des jeunes est très valorisé. Chaque élève de premier cycle a au moins deux séances de conseil pédagogique par semaine<sup>24</sup>. L'accent est mis sur la détection en amont des difficultés d'apprentissage ainsi que sur l'intégration du jeune dans le programme scolaire.
- Le cursus est souple et adaptatif. L'instruction modulaire inclut un système de rattrapage flexible, où les élèves sont regroupés par niveau d'apprentissage sur le sujet et non par âge ou année scolaire. Plusieurs voies (générales et professionnelles) mènent à la diplomation selon les intérêts de chaque élève.
- La profession enseignante est très valorisée et récompensée au sein de la société. À preuve, les

enseignants gagnent autant que les avocats et les médecins<sup>25</sup>.

Le succès du système finlandais mise sur une valorisation accrue de l'éducation et de ses intervenants ainsi que sur la souplesse du programme scolaire, qui s'adapte aux besoins et au développement des jeunes. Certains de ces éléments sont repris dans les recommandations de la section 5.

## Tirer des leçons des meilleures pratiques

Les initiatives ayant connu le plus grand succès sont généralement des initiatives locales menées rigoureusement par des gens passionnés et issus de leur communauté, qui savent adapter leurs pratiques à la réalité immédiate des jeunes qui y vivent. Les communautés locales peuvent ainsi être les principaux artisans de la lutte au décrochage, en s'appuyant sur leurs actifs, leurs expertises et leurs ressources afin de créer des environnements favorables au développement des jeunes.

Une analyse des initiatives fructueuses révèle les cinq thèmes récurrents qui les caractérisent. Ces thèmes devraient être structurants dans l'élaboration d'un chantier national pour la persévérance scolaire.

- Trouver des leaders forts qui porteront la cause dans les diverses collectivités.
- Élaborer les initiatives dans un esprit de partenariat entre les services publics, la société civile et le milieu des affaires. Il est important de mobiliser vers un but commun les différents intervenants de la collectivité (p. ex., les écoles, les organismes communautaires, les centres jeunesse, les parents, les instances municipales et le milieu des affaires).

<sup>22</sup> Comparables aux délais canadiens.

<sup>23</sup> OCDE; *Education Outlook 2008*; pourcentage de la population ayant obtenu un diplôme dans les délais prescrits.

<sup>24</sup> *Raising the Bar: How Finland Responds to the Twin Challenge of Secondary Education*. Banque mondiale.

<sup>25</sup> OCDE; *Attirer, développer et retenir les professeurs de qualité : rapport de la Finlande*, juin 2003.

- Élaborer les initiatives en partant du jeune. La mobilisation et l'engagement concret des acteurs locaux et régionaux doivent être centrés sur un accompagnement personnalisé et un suivi constant auprès du jeune et de sa famille, de façon à infléchir les facteurs de risque pouvant mener au décrochage. Dans ce sens, il est souhaitable d'intervenir dès la petite enfance auprès des jeunes à risque, dans une perspective de développement global de l'enfant. Il n'existe pas de solution unique applicable à tous les jeunes dans toutes les communautés.
- Assurer un soutien financier adéquat aux initiatives, de façon à soutenir les jeunes à risque, leur famille, leurs éducateurs et leurs enseignants. Un investissement de l'ordre de 10 000 à 20 000 \$ par jeune à risque a généralement été requis pour atteindre les objectifs fixés (somme investie sur une période de 3 à 5 ans). Cet investissement devrait être considéré en regard du manque à gagner pour le gouvernement de 120 000 \$ par décrocheur, en dollars actualisés.
- Mesurer les résultats dans le but de prioriser les actions efficaces et améliorer de façon continue les interventions. L'évaluation et la mesure des résultats des programmes et initiatives permettent d'allouer les ressources aux bons endroits, de rectifier le tir au besoin et, ultérieurement, de diffuser les connaissances acquises.

L'examen des meilleures pratiques hors Québec apporte également un éclairage sur quelques modèles particulièrement prometteurs qui pourraient inspirer les futures initiatives d'un chantier national pour la persévérance scolaire.

Le programme *High/Scope Perry Preschool*, qui s'apparente aux services de garde éducatifs à l'enfance du Québec, a produit de très bons résultats. Il faudrait donc continuer d'investir dans les services de garde éducatifs à l'enfance pour en assurer une qualité

soutenue. Il faut aussi voir à ce que les enfants issus des milieux à risque y aient accès et y participent.

*Check & Connect* semble être un modèle efficace pour les interventions dans les écoles secondaires à risque. Il mériterait d'être bien exploré dans la refonte de la stratégie d'intervention *Agir autrement*.

*Pathways* pourrait être très porteur pour les communautés denses et appauvries du Québec, où une approche communautaire sera supérieure à une approche strictement scolaire.

*Career Academies* pourrait être un modèle utile pour renforcer le programme professionnel et inciter une plus grande participation du milieu des affaires dans la promotion de la persévérance scolaire.

L'approche finlandaise pourrait inspirer le Québec à valoriser davantage l'éducation. Elle offre au jeune des modèles de flexibilité et d'accompagnement soutenu et coordonné.





## Section 5

# Le plan d'action

Le Groupe d'action propose que la société québécoise, y compris les gouvernements, le milieu scolaire, la société civile et le milieu des affaires, entreprenne un chantier national pour la persévérance scolaire dont l'objectif sera :

**D'ici 2020, augmenter pour le porter à plus de 80 pour cent le taux de diplomation avant l'âge de 20 ans.**

Cette amélioration hisserait le Québec au deuxième rang du classement des provinces canadiennes, au même niveau que l'Ontario. Elle permettrait au Québec de se classer parmi les dix états de l'OCDE ayant le plus grand nombre de jeunes diplômés du secondaire dans les délais prescrits.

Afin d'atteindre cet objectif, le Groupe d'action propose dix actions concrètes qui s'inscrivent dans un cadre de mobilisation aux plans national et régional

tout en s'appuyant fortement sur l'action directe au plan local.

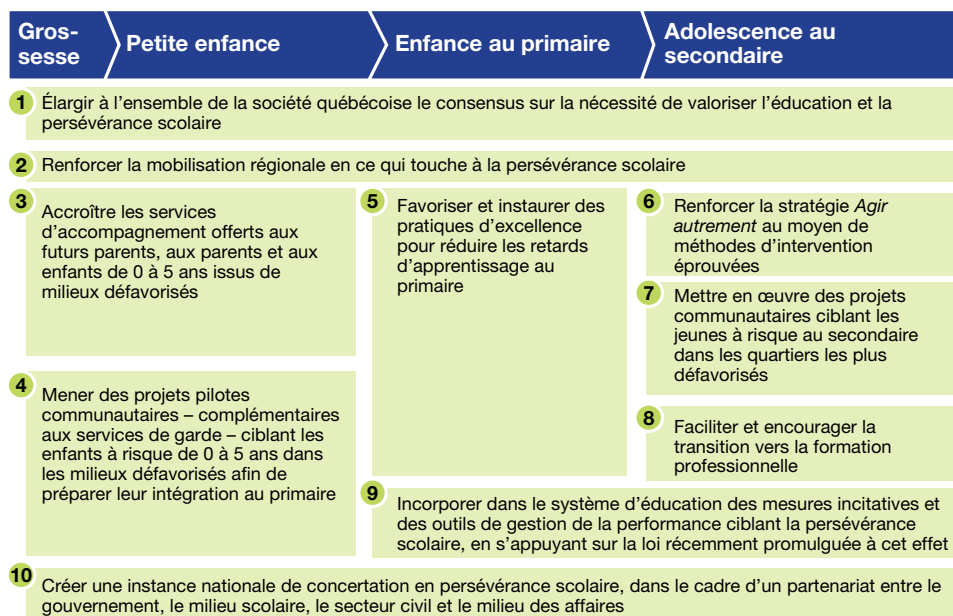
S'il est évident que la réussite sera tributaire d'une action locale bien coordonnée, elle dépendra aussi de la création de partenariats durables à l'échelle nationale, alliant les instances gouvernementales, le milieu scolaire, la société civile et le milieu des affaires. La persévérance scolaire est l'affaire de toute la société.

Chacune des actions est fondée sur les acquis dans le domaine de la persévérance scolaire. Ainsi, les structures, les ressources et les réseaux déjà en place au Québec devront être mis à contribution, non seulement pour mettre à profit l'expérience acquise, mais aussi pour éviter la création inutile et coûteuse de nouvelles instances.

Les actions proposées touchent tout le continuum du développement des jeunes, de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte. Les experts consultés sont clairs sur la

Graphique 20

### Dix actions pour porter à plus de 80 % le taux de diplomation avant l'âge de 20 ans d'ici 2020



Sources : Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec; McKinsey & Compagnie

nécessité d'agir tôt sur les déterminants du décrochage, et les recherches suggèrent que des modèles fructueux existent de la petite enfance jusqu'au secondaire.

Enfin, l'évaluation constante des projets et la mesure des résultats et des coûts font partie intégrante de toutes les actions recommandées. Ce suivi est une condition essentielle pour assurer la pertinence des interventions et permettre la diffusion des meilleures pratiques à l'ensemble du réseau.

#### **Action n° 1**

### **Élargir à l'ensemble de la société québécoise le consensus sur la nécessité de valoriser l'éducation et la persévérance scolaire**

Le niveau de scolarité de la population a une incidence sur le développement social, culturel et économique d'une société. Dans un contexte où le Québec veut se positionner comme une « société du savoir », il est nécessaire et primordial de valoriser l'éducation et d'investir dans le développement du plein potentiel de chaque jeune. Cet investissement est d'autant plus nécessaire au Québec, où l'éducation est moins valorisée qu'ailleurs au Canada.

L'action consistera à mener une campagne de sensibilisation et de mobilisation déployée aux plans national, régional et local. Cette campagne visera à transformer les attitudes et comportements des Québécois face à l'éducation.

Au plan national, le message sera centré sur la promotion de l'éducation, la valorisation de la formation professionnelle et la valorisation des enseignants. Un effort de mobilisation des acteurs des réseaux nationaux sera engagé, appuyé sur la notion d'urgence d'agir pour remporter la lutte au décrochage scolaire.

Au plan régional, le message ciblera les jeunes, les parents et les employeurs. Le message sera centré

sur la valorisation de l'éducation afin d'encourager la réussite au secondaire tout en soutenant les aspirations des jeunes vers les études postsecondaires pour qu'ils puissent se projeter dans l'avenir.

Au plan local, la communication sera individualisée afin de promouvoir, auprès des jeunes et de leurs parents, l'importance d'un diplôme et des études en général.

La campagne de valorisation et de mobilisation devrait prendre la forme d'un partenariat entre le gouvernement, le milieu scolaire, la société civile et le milieu des affaires. Elle devrait mener à des actions concrètes de promotion de la persévérance scolaire.

À titre d'exemple, le milieu des affaires, avec le soutien du gouvernement, pourrait lancer des initiatives touchant les commerces de détail et autres entreprises qui embauchent des élèves. Ces initiatives viseraient à promouvoir l'assiduité scolaire, à éviter une durée excessive de travail de la part de l'élève et à tenir compte des périodes d'examens, trois facteurs qui peuvent avoir une incidence sur le taux de décrochage.

Une initiative pourrait donc consister à amener des organismes tels que le Conseil québécois du commerce de détail, l'Association des banquiers canadiens et d'autres à concevoir un protocole de travail pour les jeunes qui travaillent au sein de leur secteur. Ce protocole prévoirait un maximum d'heures de travail pour un élève à temps plein ainsi qu'un engagement à offrir des horaires de travail en harmonie avec les horaires de cours et d'examens. Un système de « certification » reconnaîtrait les efforts des commerces adhérant aux principes d'harmonisation études-travail.

Un autre type d'initiative pourrait consister à inviter des entreprises privées à parrainer ou à « adopter » une école et, par exemple, participer à des programmes coopératifs de formation professionnelle. Une telle

initiative pourrait s'inscrire dans le cadre global de la stratégie d'intervention *Agir autrement*.

Enfin, un autre exemple ferait appel au milieu universitaire qui, avec le soutien du gouvernement, pourrait réaliser des initiatives de mentorat auprès des jeunes afin de les sensibiliser aux études universitaires et à la recherche<sup>26</sup>.

## Action n° 2

### Renforcer la mobilisation régionale en persévérance scolaire

Il est primordial que chaque région puisse compter sur un interlocuteur de première ligne ayant comme objectif la lutte au décrochage scolaire dans une perspective de partenariat intersectoriel. Pour jouer ce rôle d'interlocuteur, on peut notamment considérer les IRC, les tables interordres et les Conférences régionales des élus (CRÉ). L'organisme désigné devrait avoir une mission régionale de lutte au décrochage à partir de stratégies de mobilisation de tous les acteurs liés à la problématique de la persévérance, une connaissance approfondie des caractéristiques régionales et locales ainsi qu'un fonctionnement collégial basé sur la participation du plus grand nombre de secteurs.

La capacité des divers interlocuteurs (IRC ou autres), en matière de ressources, de compétence et d'ancrage dans les divers milieux, varie grandement. Il est donc primordial de soutenir le renforcement de ces interlocuteurs actuels et futurs afin qu'ils offrent un soutien tangible et intégré aux initiatives locales, et qu'ils accompagnent des projets ayant une incidence positive et réelle sur le taux de décrochage scolaire. Chaque région devrait privilégier un interlocuteur afin d'éviter la duplication des efforts.

L'action consiste à renforcer les interlocuteurs régionaux afin de leur permettre de réaliser les activités suivantes :

- Une analyse et un diagnostic de la situation régionale, y compris un portrait approfondi de la réalité des jeunes.
- L'élaboration d'une vision commune de la problématique régionale et des facteurs de risque.
- La planification et la mise en œuvre d'une stratégie régionale concertée.
- La coordination d'actions locales concertées et la liaison bilatérale avec le palier local pour assurer le succès des initiatives locales.
- L'évaluation de la mobilisation et des résultats des plans d'action.
- Le soutien d'initiatives innovantes (p. ex., projets pilotes).
- Le partage de connaissances, d'outils et de pratiques entre les paliers régional et local.
- L'arrimage aux autres tables de concertation régionales œuvrant auprès des jeunes et des familles.
- La consolidation d'une plateforme interrégionale favorisant l'échange d'expertise ainsi que le développement et la cohésion des compétences afin d'amener ces interlocuteurs à parler d'une seule voix pour sensibiliser la population et les décideurs nationaux.

La Fondation Lucie et André Chagnon, grâce à son expertise en mobilisation et à son orientation marquée pour le développement des jeunes, pourrait mener cette action. D'autres organismes, comme le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, le ministère de l'Emploi et

26 À cet effet, l'Université de Montréal a élaboré le projet SEUR (projet de sensibilisation aux études universitaires et à la recherche).

de la Solidarité sociale ou le ministère de la Famille et des Aînés, pourraient également appuyer cette action.

### Action n° 3

#### **Accroître les services d'accompagnement offerts aux futurs parents, aux parents et aux enfants de 0 à 5 ans issus de milieux défavorisés**

Les retombées positives d'une intervention de nature éducative en bas âge ont été démontrées, que ce soit sur le plan de la socialisation de l'enfant, de son aptitude à apprendre ou de l'acquisition de son autonomie.

Le Québec a la chance d'avoir deux programmes solides sur lesquels on peut bâtir, soit le programme SIPPE (services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance) et les programmes québécois de services de garde, notamment les CPE.

L'action consiste, d'une part, à bonifier ces programmes dans une optique visant à soutenir la persévérance scolaire et, d'autre part, à assurer leur accès, en particulier pour les enfants les plus à risque, souvent issus de quartiers défavorisés.

Pour le programme SIPPE, des stratégies adaptées doivent être déployées de façon à atteindre une plus grande proportion de la clientèle visée, soit les familles vivant en contexte de vulnérabilité.

Pour les services de garde, l'optimisation des programmes consistera tout d'abord à améliorer la formation des intervenants dans tous les types de milieux de garde. L'outil IMDPE<sup>27</sup> devrait être analysé pour voir s'il pourrait être déployé à plus grande échelle dans les milieux défavorisés afin d'ajuster l'offre de service aux enfants et aux familles selon

les besoins dépistés. De plus, les services de garde et les écoles devront travailler main dans la main pour assurer le transfert d'informations entre le préscolaire et le primaire dans le but de répondre convenablement aux besoins de chaque enfant.

Enfin, les programmes et services devront être adaptés afin de rejoindre davantage les parents des enfants qui ne fréquentent pas les services de garde, notamment dans les milieux défavorisés. Les éléments à explorer incluent la halte-garderie, les activités de stimulation précoce à domicile, les ateliers parents-enfants et des horaires de fréquentation souples.

### Action n° 4

#### **Mener des projets pilotes communautaires – complémentaires aux services de garde – ciblant les enfants à risque de 0 à 5 ans dans les milieux défavorisés afin de préparer leur intégration au primaire**

Les enfants à risque dans les milieux défavorisés fréquentent moins souvent les CPE et autres services de garde. Ce taux de fréquentation plus faible est parfois attribuable à un manque d'accès, mais plus souvent à une réticence des parents des milieux défavorisés à avoir recours aux services de garde émanant des services publics, tels les CPE. Il est donc important de soutenir les efforts pour rejoindre ces parents et leurs enfants à risque afin de leur offrir des services mieux adaptés à leurs besoins. Cette solution doit émaner du milieu communautaire; si le lien de confiance est souvent ténu entre les parents des milieux défavorisés et les services publics, il peut être bien établi avec les services de proximité dispensés par des organismes communautaires.

L'action consiste à cibler de trois à cinq quartiers défavorisés où les services de garde actuels ne comblent pas les besoins cernés, afin d'y mener des projets

<sup>27</sup> Instrument de mesure du développement de la petite enfance

pilotes. Ces projets sont de nature communautaire et s'inspireront des meilleures pratiques observées au Québec (p. ex., pédiatrie sociale) et ailleurs (p. ex., *Perry Preschool*). La société civile et les organismes communautaires devront jouer un rôle primordial pour mener cette action. Les projets pilotes seront suivis de près et leurs résultats seront mesurés rigoureusement, ce qui permettra de codifier les leçons apprises au cours d'une période de 3 à 5 ans. L'approche pourra par la suite être déployée à une plus grande échelle, pour enfin couvrir l'ensemble des quartiers défavorisés du Québec.

Ces projets pilotes doivent être complémentaires non seulement aux services de garde éducatifs, mais également aux SIPPE offerts par les CSSS et aux activités actuellement réalisées par les organismes communautaires qui œuvrent auprès des jeunes enfants et de leurs parents. Ainsi, il y aurait lieu de favoriser l'utilisation des mécanismes régionaux et locaux de concertation en place et de se préoccuper de la cohérence, de la complémentarité et de la continuité des interventions, notamment avec le réseau de la santé et des services sociaux. Enfin, il est important que l'on s'assure que ces projets pilotes soient des projets de démonstration qu'il est possible de reproduire et de généraliser (disponibilité des types d'intervenants ou de professionnels auxquels ces projets font appel, coût de l'intervention, etc.).

Les critères pour la sélection des quartiers pilotes devraient inclure non seulement un faible taux de fréquentation des services de garde éducatifs à l'enfance, mais également la faible participation au programme SIPPE offert par les CSSS.

## Action n° 5

### Favoriser et instaurer des pratiques d'excellence pour réduire les retards d'apprentissage au primaire

Les enfants qui accusent un retard d'apprentissage au primaire deviennent rapidement à risque de décrocher au secondaire.

L'action consiste à soutenir les programmes d'intervention au primaire touchant le dépistage des retards d'apprentissage, les services d'aide personnalisée pour les enfants dépistés et le suivi de leurs progrès. Les programmes les plus prometteurs seront renforcés et de nouveaux programmes seront créés.

Dans un premier temps, les programmes en cours (p. ex., *Projet accès à l'école, Famille-école-communauté, Soutien à l'école montréalaise, Aide aux devoirs, Mesures de soutien aux élèves en difficulté, Projet FLUPPY*) seront répertoriés et évalués au besoin. Un diagnostic global sera effectué, permettant de déterminer les forces et les carences de l'approche actuelle. Par la suite, une dizaine de projets pilotes favoriseront la création de nouvelles approches dans les milieux les plus à risque. En parallèle, les résultats des approches existantes devront être mesurés.

Les projets pilotes pourraient inclure les éléments suivants :

- Un plan individualisé de réussite préparé par les écoles primaires, en collaboration avec l'école secondaire que fréquenteront leurs élèves. Le plan, qui assurerait une continuité dans la trajectoire scolaire des élèves en facilitant le passage du primaire au secondaire, devrait se faire en continuité avec les plans de réussite actuellement utilisés dans certains établissements.
- Des outils de dépistage précoce des problèmes d'apprentissage et d'interventions ajustées au

milieu défavorisé, en collaboration étroite avec les organismes sociaux et de la santé.

- L'élaboration de pratiques éducatives prometteuses en lien avec les déterminants de la persévérance scolaire (p. ex., apprentissages scolaires et sociaux, engagement scolaire).

Le suivi des projets mettra en évidence les pratiques les plus prometteuses, qui pourront ensuite être institutionnalisées et intégrées dans le cadre de programmes à plus grande échelle.

#### Action n° 6

### **Renforcer la stratégie *Agir autrement* au moyen de méthodes d'intervention éprouvées**

L'action consiste à déployer dans le cadre de l'école secondaire des méthodes d'intervention qui permettront de dépister les jeunes à risque, de leur offrir des services de soutien favorisant la persévérance scolaire, et de mesurer leurs progrès. Ces méthodes d'intervention devront : i) tenir compte des leçons apprises dans le cadre de la stratégie d'intervention *Agir autrement*; ii) s'inspirer des meilleures pratiques ayant produit des résultats (p. ex., *Check & Connect*); et iii) refléter les contraintes et les besoins spécifiques des écoles ciblées.

Les méthodes d'intervention seront déployées dans le cadre de projets réalisés dans des écoles secondaires ciblées. Chaque école devra déceler les jeunes à risque dans sa clientèle et cerner leurs besoins spécifiques en matière de décrochage scolaire. Elle devra aussi être arrimée au réseau de soutien de sa région en matière de lutte au décrochage scolaire, que ce soit dans le domaine scolaire, des services publics ou des ressources communautaires qui œuvrent pour cette cause.

Dans un premier temps, il serait préférable de cibler 10 à 20 écoles de milieux à risque. Une fois les projets

pilotes menés à terme et leurs résultats analysés, un déploiement à plus grande échelle sera envisagé. Les écoles ciblées devraient ultimement représenter une masse critique de jeunes à risque, p. ex., les écoles de milieux défavorisés dont le taux de sortie sans diplôme est d'au moins 25 pour cent et qui comptent au moins 50 jeunes à risque par cohorte, ce qui devrait représenter de 100 à 120 écoles secondaires au Québec.

Le succès de chaque projet réalisé dans une école secondaire est tributaire du leadership assumé par la direction de l'école et son équipe, et ce, avec le soutien de la commission scolaire. Il sera donc important de former et de soutenir les directions d'école. Enfin, des outils d'intervention seront élaborés afin de soutenir un déploiement structuré à grande échelle.

#### Action n° 7

### **Mettre en œuvre des projets communautaires ciblant les jeunes à risque au secondaire dans les quartiers les plus défavorisés**

Partout au Québec, les milieux défavorisés urbains, où le taux de décrochage est souvent élevé, offrent une occasion particulière de voir les résultats tangibles d'interventions ciblées. Dans ces milieux, on peut agir sur des déterminants du décrochage au-delà des frontières de l'école, en engageant l'ensemble de la communauté. Dans un tel milieu, le programme *Pathways to Education*, à Toronto, a réalisé une amélioration spectaculaire de la persévérance scolaire.

L'action consiste à implanter, dans des quartiers défavorisés, des programmes d'intervention communautaire à volets multiples, inspirés de *Pathways* mais adaptés au contexte de chaque communauté.

Ces quartiers seront sélectionnés en raison d'un taux de décrochage d'au moins 40 pour cent, de la présence d'au moins une centaine d'élèves par cohorte et de leur population fortement défavorisée. Environ 15 à 20 projets au Québec, principalement dans les centres urbains, devraient répondre à ces critères. Les programmes communautaires dans ces centres urbains devraient, dans la mesure du possible, servir d'ancrage pour cette action.

Une condition essentielle au succès des projets est le choix d'un leader reconnu, capable de mobiliser la communauté de façon soutenue. Ce leader aura pour fonction de soutenir la concertation entre la communauté, ses écoles et les autres intervenants dans le projet. Il contribuera aussi à définir une vision commune de la problématique et à établir des objectifs réalistes en fonction des ressources investies.

Ce leader, avec le soutien des responsables clés dans sa communauté, devra élaborer un diagnostic exact de la situation. Ensemble, ils décèleront les jeunes à risque et comprendront leurs besoins. Ensuite, ils établiront un bilan des services déjà offerts en matière de décrochage scolaire. En s'inspirant des programmes dûment documentés et dont les résultats ont fait l'objet d'une évaluation rigoureuse, ils élaboreront et mettront en œuvre un programme adapté aux besoins de chaque communauté, à ses caractéristiques et aux ressources disponibles.

Un processus d'évaluation sera nécessaire afin de corriger le tir au besoin, de constater les résultats réels obtenus et de mesurer l'efficacité des ressources allouées. L'évaluation est aussi une condition essentielle à la diffusion des meilleures pratiques afin d'assurer la constitution d'une expertise québécoise dans ce domaine.

L'apport des expertises de tous les ministères engagés dans la problématique de pauvreté est essentiel pour lutter contre le décrochage scolaire dans ces milieux particulièrement défavorisés. Les ressources

communautaires et les centres jeunesse, souvent très présents dans ces milieux, peuvent influencer en profondeur le cours des choses en utilisant à bon escient le lien de confiance qu'ils développent avec les clientèles concernées.

### **Action n° 8**

#### **Faciliter et encourager la transition vers la formation professionnelle**

Conscients de la problématique de l'intérêt pour la formation professionnelle au Québec, les responsables de ce secteur, au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ont mené plusieurs projets avec les commissions scolaires afin d'augmenter le taux d'accès et de diplomation professionnelle. Ces initiatives visent essentiellement deux buts : augmenter le nombre d'inscriptions des jeunes en formation professionnelle, et accroître leur persévérance jusqu'à l'obtention du diplôme. Cette orientation entraînerait une baisse de l'âge moyen d'obtention du diplôme.

L'action consiste à : i) soutenir la fluidité des parcours scolaires, en créant par exemple des passerelles entre les voies générale, professionnelle et technique; et ii) continuer de faire la promotion de la formation professionnelle et des métiers afin de changer les perceptions à leur égard et que ceux-ci soient considérés comme un choix scolaire et professionnel aussi valable que d'autres. Ces efforts devront viser autant les jeunes que leurs parents, les conseillers en orientation et les entreprises. Un soutien accru à l'expérimentation régionale et locale permettrait d'intéresser davantage de jeunes à la formation professionnelle. On pourrait implanter l'alternance travail-études, où les taux de réussite sont excellents, de même que diverses avenues de collaboration et de partenariats entre le milieu du travail et celui de l'éducation, notamment pour permettre aux jeunes travailleurs de persévérer à l'école. L'instauration de parcours de formation générale parallèlement à

la formation professionnelle semble également être une voie prometteuse. Finalement, il serait important de cibler les jeunes qui quittent un centre jeunesse à 18 ans afin qu'ils soient mieux encouragés à poursuivre leurs études.

Le groupe d'implantation de cette action devrait inclure dans son travail d'expérimentation les initiatives suivantes :

- Expérimenter de nouvelles formes d'alternance et de conciliation travail-études.
- Conclure des ententes entre les centres de formation, les élèves, les parents et les employeurs pour permettre aux jeunes de terminer leurs études.
- Diffuser divers outils et stratégies d'information sur les métiers et sur la formation professionnelle aux enseignants et autres intervenants du secondaire, de façon notamment à combattre les préjugés des élèves sur les métiers et la formation y conduisant.
- Explorer des façons de combattre les préjugés des enseignants sur les métiers.
- Diversifier et intensifier les façons de promouvoir les métiers et les techniques en demande sur le marché du travail.
- Élaborer conjointement avec les milieux du travail de nouveaux parcours de formation, incluant la poursuite des études après l'entrée en entreprise, de façon à permettre à la fois de répondre aux besoins de main-d'œuvre des entreprises tout en rehaussant le taux de diplomation.
- Concevoir de nouvelles formes de tutorat inspirées du compagnonnage (apprendre en travaillant dans une relation maître-apprenti).
- Rendre la formation professionnelle plus attrayante pour les jeunes en élaborant des approches

d'enseignement reposant sur les nouvelles technologies éducatives, telles que la formation à distance (notamment pour le rattrapage scolaire et l'aide à l'apprentissage), l'utilisation de tableaux électroniques et de grands écrans, les cours sur baladeurs ou d'autres supports électroniques.

- Amener le milieu des affaires à participer davantage à la formation professionnelle en collaboration avec les établissements d'enseignement.

#### Action n° 9

### **Incorporer dans le système d'éducation des mesures incitatives et des outils de gestion de la performance ciblant la persévérance scolaire, en s'appuyant sur la loi récemment promulguée à cet effet**

Les écoles du Québec reçoivent des sommes élevées pour venir en aide aux élèves en difficulté. Or, le vérificateur général, qui enquêtait en 2005 sur le milliard de dollars destiné à cette clientèle (primaire et secondaire), a déclaré ne pas avoir réussi à obtenir de réponse satisfaisante quant à l'affectation de ces sommes<sup>28</sup>.

Les intervenants du milieu s'entendent généralement sur quatre enjeux dans le domaine de l'aide aux élèves en difficulté :

- Les plans de réussite scolaire des écoles secondaires n'accordent pas assez d'importance au décrochage scolaire.
- Les plans de réussite des écoles ne font pas l'objet d'une évaluation systématique et d'ajustements en fonction de leur efficacité.

<sup>28</sup> Rapport du vérificateur général à l'Assemblée nationale pour l'année 2003-2004.



- L'évaluation de la qualité professionnelle des services dispensés n'est pas suffisamment prise en compte dans l'analyse des résultats.
- La rigidité des conventions collectives constitue un obstacle de taille à la mise en place de mesures incitatives efficaces.

Au printemps 2008, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport déplorait les limites du contrôle gouvernemental pour veiller à la réussite des enfants, et déposait le projet de loi 88 visant à renforcer la responsabilité des commissions scolaires et des écoles à cet égard. Selon plusieurs intervenants, la *Loi modifiant la loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives*, sanctionnée en octobre 2008, constitue un pas important vers l'amélioration de la gestion de la performance. Entre autres mesures, des conventions de partenariat seront conclues entre le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et chaque commission scolaire, et des conventions de gestion et de réussite scolaire seront également conclues entre la commission scolaire et chacun de ses établissements. Il s'agit d'établir une forme de contrat clair entre les parties qui fixent des buts à atteindre et des objectifs mesurables de façon réaliste. Ainsi, une fois les objectifs définis, les partenaires auront une grande marge de manœuvre dans le choix des moyens à préconiser pour atteindre les résultats visés. En contrepartie, ils auront une plus grande obligation de transparence et de reddition de compte.

L'action consiste à s'assurer que les conventions de partenariat et la gestion de la réussite scolaire intègrent des objectifs clairs et des indicateurs précis et mesurables liés aux déterminants du décrochage. Les indicateurs de risque de décrochage sont connus et bien documentés. Par exemple, l'absentéisme, les retards scolaires, les difficultés à comprendre et à utiliser la langue maternelle, sont autant de signaux d'alarme qui annoncent des risques de décrochage. Les conventions doivent prévoir l'intégration aux ententes

de ces objectifs et indicateurs, et assurer une reddition de compte ayant toute la rigueur nécessaire.

### Action n° 10

#### **Créer une instance nationale de concertation en persévérance scolaire, dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement, le milieu scolaire, le secteur civil et le milieu des affaires**

L'atteinte des objectifs en matière de décrochage scolaire exige des actions nombreuses et diversifiées mettant à contribution une grande variété d'intervenants aux plans national, régional et local. Les résultats à long terme dépendront de la vision commune et de la collaboration de ces différents acteurs.

L'action consistera à créer une instance nationale de concertation en persévérance scolaire. Cette instance pourra produire des effets structurants essentiels pour l'ensemble des autres actions.

Les cinq grands rôles de l'instance nationale de concertation seraient les suivants :

- Favoriser la coordination et l'arrimage des différents efforts d'intervention gouvernementale et d'autres partenaires.
- Diffuser les connaissances acquises et les meilleures pratiques en persévérance scolaire au sein des différents ministères et intervenants à l'échelle nationale, régionale et locale.
- Fournir une expertise pointue par l'association avec des centres d'expertise spécialisés (p. ex., Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec – CTREQ).
- Chapeauter l'évaluation des mesures déployées.

- Assurer un effort soutenu en persévérance scolaire de la part des différents partenaires en évaluant notamment le progrès face au chantier national et ses objectifs.

Cette instance agirait comme plateforme pour coordonner la transmission des informations entre les trois niveaux organisationnels (c'est-à-dire l'arrimage entre le national, le régional et le local) qui contribuent à la réalisation du chantier national pour la persévérance scolaire. Les initiatives futures exigeront en effet des échanges soutenus entre l'instance nationale et les instances régionales et locales afin d'assurer une réponse aux besoins des jeunes et de leur famille sur le terrain.

Des ressources provenant de divers domaines pourront aider l'instance concernée à s'acquitter de ses responsabilités. À titre d'exemples, mentionnons les instances régionales de concertation, le Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec, le programme de recherche sur la persévérance et la réussite scolaires, les universités et les cégeps engagés

dans ces champs d'activité, et les chaires et groupes de recherche pertinents.

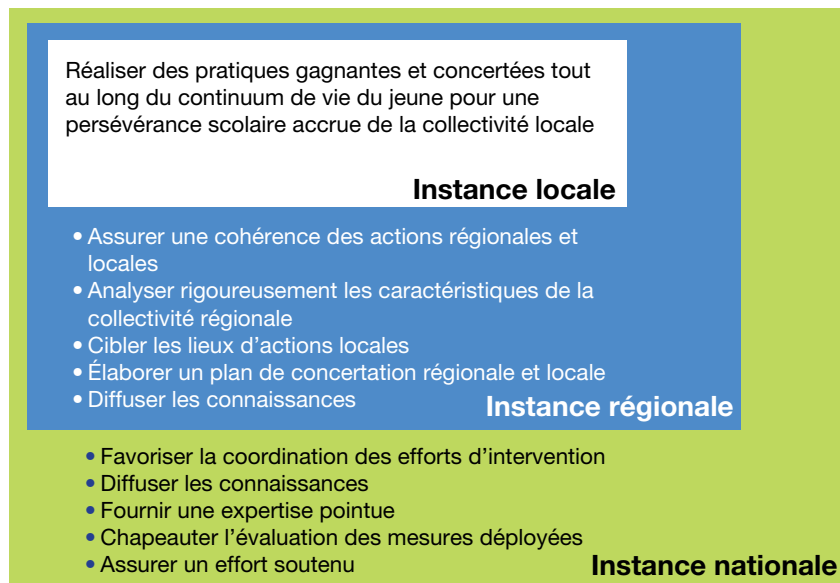
Il est entendu que l'ensemble des actions recommandées dans cette section devront être arrimées aux visions des ministères concernés, en particulier du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Deux mécanismes de suivi pourraient être envisagés.

Un premier mécanisme pourrait prendre la forme d'une concertation interministérielle qui permettrait d'assurer, entre autres, l'arrimage des interventions gouvernementales. Ce mécanisme pourrait être confié à une instance gouvernementale ayant des responsabilités multisectorielles. À titre d'exemple, le Secrétariat à la jeunesse exerce ce type de mandat, coordonne l'intervention gouvernementale en matière de jeunesse, et œuvre avec des acteurs non gouvernementaux de divers milieux.

Un autre mécanisme de suivi serait la création d'une table nationale sur la persévérance scolaire qui agirait

Graphique 21

## Une approche centrée sur le développement de compétences pour soutenir la persévérance scolaire



comme comité consultatif pour le gouvernement, particulièrement le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Les mécanismes de suivi auraient donc pour objectifs d'arrimer les actions et de favoriser l'échange d'expertises ou de connaissances des divers acteurs concernés par la persévérance scolaire. Ils serviraient également à fixer des cibles communes et à y tendre, et ce, dans le respect des sphères de compétences de chacun. Enfin, ils devraient considérer la grande diversité des actions en place dans plusieurs régions du Québec. Cette diversité constitue un facteur de réussite puisque pour chaque communauté, des actions spécifiques permettent de répondre à des besoins distincts de la région ou de la communauté en question.



## Section 6

# Résultats attendus et ressources nécessaires

L'ensemble des actions proposées devrait permettre au Québec d'augmenter le taux de diplomation des moins de 20 ans d'au moins 10 points pour atteindre plus de 80 pour cent d'ici 2020.

Les résultats attendus découlent de diverses hypothèses. Dans certains cas, il est raisonnable de prévoir une hausse du taux de diplomation en se fondant sur les résultats obtenus par les initiatives fructueuses (action 3 : *High/Scope Perry Preschool*; action 6 : *Check & Connect*; action 7 : *Pathways*). Dans d'autres cas, les hypothèses ont été élaborées conjointement avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur la base de l'expérience réalisée (actions 8 et 9), ou conjointement avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le CRÉPAS (action 1). Pour les actions 4 et 5, l'incidence sur

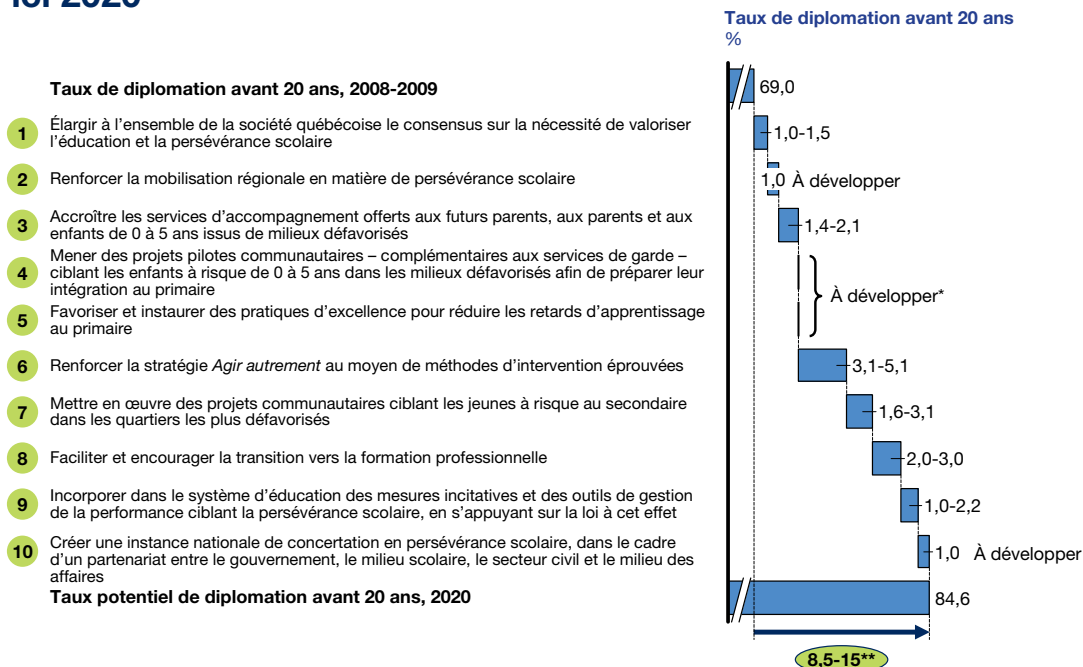
le taux de diplomation est pour l'instant difficile à quantifier. Enfin, les actions 2 et 10 sont des conditions nécessaires à la réalisation des autres actions mais il est difficile d'estimer leur incidence directe sur la diplomation. Les hypothèses de calcul des résultats attendus sont présentées à l'Annexe D.

L'atteinte des objectifs fixés nécessitera des investissements importants, de l'ordre de 35 millions à 65 millions de dollars par année au cours des 3 premières années, pour atteindre 140 millions à 240 millions de dollars par année quand toutes les actions seront déployées à terme.

Ces coûts sont estimés sur la base de programmes et d'efforts semblables déployés au sein d'écoles et de communautés québécoises, canadiennes et étrangères.

Graphique 22

## La mise en œuvre de ce projet de société pourrait faire passer le taux de diplomation de 69 % (aujourd'hui) à plus de 80 % d'ici 2020



\* Les projets pilotes permettront de mieux comprendre l'impact sur la diplomation

\*\* L'impact total n'inclut pas l'incidence de l'initiative en petite enfance par souci de cohérence avec l'impact déjà comptabilisé des initiatives du secondaire; de plus, les résultats sur la diplomation au secondaire des efforts touchant les enfants de 0-5 ans ne se feront voir qu'après plus de 10 ans

Sources : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; McKinsey & Compagnie

Pour chaque action, un coût de lancement a été établi pour les 3 premières années. Ces coûts supposent des investissements réduits dans un premier temps, question d'établir des bonnes pratiques en vue d'un déploiement à plus grande échelle par la suite. Les coûts à grande échelle après la troisième année comprennent non seulement le déploiement des actions sur un plus grand territoire, mais également l'effet cumulatif du suivi de plusieurs cohortes de jeunes en même temps (p. ex., le coût d'un programme d'intervention s'adressant à l'ensemble des classes du secondaire et non seulement des élèves de la première secondaire). Les hypothèses de calcul des coûts sont présentées à l'Annexe D.

Un projet de cette complexité et de cette envergure fera appel à l'engagement d'un grand nombre d'acteurs

clés : la lutte au décrochage scolaire est l'affaire de toute une société.

Compte tenu du nombre d'intervenants, il sera primordial de définir très clairement les rôles et les responsabilités de chacun.

Graphique 23

## L'atteinte des objectifs exigera d'importantes ressources

ESTIMATIONS

Actions	Coût de départ annuel (1-3 ans), M \$	Coût annuel à terme, M \$	Leaders potentiels
1 Valoriser l'éducation et la persévérance scolaire	3-5	3-5	Secrétariat à la jeunesse
2 Renforcer la mobilisation régionale	5-10	5-10	Fondation Lucie et André Chagnon; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
3 Accroître l'accompagnement des jeunes et des familles en milieu défavorisés	Prévu dans les budgets ministériels		Ministère de la Famille et des Aînés; ministère de la Santé et des Services sociaux
4 Mener des projets pilotes complémentaires aux services de garde	2	8-10	Société civile
5 Mener des projets pilotes au primaire	2-4	À développer*	Écoles et commissions scolaires; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
6 Renforcer la stratégie <i>Agir autrement</i>	6-12**	64-105**	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
7 Mettre en œuvre des projets communautaires dans les quartiers défavorisés	12-24	54-102	Société civile
8 Faciliter et encourager la transition vers la formation professionnelle	Prévu dans le budget ministériel		Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
9 Incorporer des mesures incitatives et des outils de gestion de la performance	4	2	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
10 Créer une instance nationale de concertation	1-3	1-3	Secrétariat à la jeunesse; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
	<b>35-64</b>	<b>137-237</b>	

\* L'évaluation de résultats des projets pilotes permettra d'estimer de façon plus adéquate les efforts et les sommes nécessaires à l'échelle provinciale

\*\* Réaménagement des budgets *Agir autrement* à explorer

## Conclusion

Le décrochage scolaire au Québec est un problème qui demande une intervention rapide et d'envergure. Heureusement, la mobilisation pour la lutte au décrochage scolaire est déjà commencée au Québec et les pratiques d'action communautaire y sont bien élaborées.

Le chantier national pour la persévérance scolaire proposé par le Groupe d'action devra :

- Amener le leadership nécessaire à la réalisation de plusieurs initiatives en persévérance scolaire dans les régions et les communautés du Québec.
- Mettre en place des partenariats durables à l'échelle du Québec, où chacun aura son rôle et où seront associés les ministères, les commissions scolaires, les IRC, les écoles, les organismes communautaires, les instances municipales et le milieu des affaires.
- S'assurer que les initiatives soient conçues et adaptées en partant du jeune dans sa communauté et sa région, en accord avec les meilleures pratiques observées au Québec et ailleurs, c'est-à-dire en offrant un accompagnement personnalisé et un suivi constant auprès du jeune dès la petite enfance.
- Assurer les investissements nécessaires à l'échelle du Québec, de l'ordre de 140 millions à 240 millions de dollars par année à terme – un montant à considérer à la lumière du manque à gagner de 1,9 milliard de dollars par année que représente le phénomène du décrochage scolaire au Québec.
- Mettre en place une discipline d'évaluation et de mesure des résultats des initiatives, de façon à assurer une saine allocation des ressources et l'amélioration continue des pratiques.

La mise en œuvre de ces actions est une responsabilité commune. Le gouvernement, le secteur privé, les

groupes philanthropiques, les intervenants du milieu scolaire, les parents, le milieu de la santé et les organismes communautaires, pour ne nommer que ceux-là, peuvent concourir à leur succès. Toutefois, il faudra assigner un rôle clair à chacun afin d'assurer le succès du chantier national. Le Groupe d'action invite donc chacun à contribuer à la persévérance et à la réussite scolaires au Québec, et à se charger d'une action particulière à mener en partenariat.

L'élan de mobilisation nationale amorcé au cours des derniers mois, illustré par le travail du Groupe d'action et les Journées interrégionales des IRC les 30 et 31 octobre dernier, doit être maintenu. C'est une telle mobilisation qui permet de mettre la persévérance scolaire au centre des préoccupations et d'en faire ainsi une priorité qui répond à des enjeux de développement pour le Québec. En particulier, il serait très pertinent que le milieu des affaires continue de participer à cette mobilisation, qui pourrait être portée par un représentant de la société civile.

L'amélioration de la persévérance scolaire contribuera à l'enrichissement de la société québécoise, d'un point de vue social, culturel et économique, et un tel effort a le potentiel de marquer un tournant dans la lutte contre la pauvreté. Le défi est de taille – mais le Québec est en mesure de le relever.





# Annexes



## A. Instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative (IRC)

- Abitibi-Témiscamingue** – Entente de partenariat pour la réussite éducative en Abitibi-Témiscamingue
- Bas-Saint-Laurent** – COSMOSS - Communauté ouverte et solidaire pour un monde outillé, scolarisé et en santé
- Capitale-Nationale** – Entente spécifique pour la persévérance et la réussite scolaires et les cheminements en science et en technologie
- Capitale-Nationale** – TPASC - Table de prévention de l'abandon scolaire de Charlevoix
- Centre-du-Québec** – Projet sur la réussite éducative / Table régionale de l'éducation du Centre-du-Québec
- Côte-Nord** – COMITÉ RAP - Réussite - Accomplissement - Persévérance scolaire
- Estrie** – Projet PRÉE - Projet Partenaires pour la réussite éducative en Estrie
- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine** – Vis et Apprends / Live and Learn
- Lanaudière** – CREVALE - Comité régional pour la valorisation de l'éducation
- Laurentides** – PREL - Partenaires de la réussite éducative des jeunes dans les Laurentides
- Mauricie** – Jeunes en projet, avenir de la Mauricie
- Montérégie** – Réussite Montérégie
- Montréal** – Carrefour de lutte au décrochage scolaire / Montreal Hooked on school
- Montréal** – Table des partenaires pour la persévérance scolaire à Montréal
- Outaouais** – TÉO - Table Éducation Outaouais
- Saguenay-Lac-Saint-Jean** – CRÉPAS - Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire



## B. Initiatives hors Québec de lutte au décrochage scolaire<sup>29</sup>

### **Au Canada**

Alternative School  
Bourses du Millénum  
Literacy Programs  
Ontario Business Education Partnership  
Pathways to Education  
Programme d'action communautaire pour les enfants  
Spectrum Senior Alternative  
Student Success Strategy  
Youth University

### **Aux États-Unis**

Accelerated Middle Schools Intervention Report  
Achievement for Latinos through Academic Success  
AVID  
Boys & Girls Club of America Education Enhancement Program  
Career Academies  
Check & Connect  
Child-Parent Centers  
Children at Risk  
Coca-Cola Valued Youth Program  
Communities in School  
Community of Caring  
Community Parent Education (COPE)  
Direct Instruction  
Fifth Dimension  
Financial Incentives for Teen Parents to Stay in School Intervention  
First Things First  
Gates Foundation's High Schools Program  
Head Start  
High School Redirection  
JobStart  
Howard Street Tutoring Program  
I Have a Dream  
Interpersonal relations/personal growth class  
Job Corps  
LA's BEST  
Maryland's Tomorrow  
Middle College High School  
New Century High Schools  
New Chance  
Ninth Grade Dropout Prevention Program  
Nurse Family Partnership

Opportunity Program  
Perry Preschool Project  
Preventing School Dropout Beginning in Elementary Guides  
Project COFFEE  
Project GRAD  
Quantum  
Reach Out and Read  
School Transitional Environment Project  
Seattle Social Development Project  
Sponsor-a-Scholar  
Summer Training and Education Program  
Support Center for Adolescent Mothers  
Talent Development High School  
Talent Search  
Teen Outreach Program  
Texas Parks and Recreation Department After-School Programs  
The Incredible Years  
Twelve Together  
University Student Athletes Tutoring Program  
Upward Bound  
Visite à domicile (Olds)

### **Ailleurs**

Aim Higher  
Bridge to Employment  
Children's University  
IBM MentorPlace  
Student-Mentors  
Take a Chance

---

<sup>29</sup> Liste non exhaustive.



## C. Études de cas additionnelles

### Child-Parent

Le programme *Child-Parent* (section Chicago) a pour objectif d'aider les enfants de niveau préscolaire et primaire, dont le rendement scolaire est menacé par leur condition socioéconomique. La persévérance scolaire au secondaire est un bénéfice mesuré, plusieurs années plus tard évidemment.

Une prémisse du programme est que le milieu familial exerce une influence prépondérante sur la réussite scolaire de l'enfant. Les interventions incluent donc des ressources allouées à la formation des parents, des services de santé et d'alimentation, l'enrichissement éducatif du préscolaire, et l'adaptation du curriculum des 3 premières années du primaire.

Le programme s'appuie sur quatre domaines d'intervention :

- Une intervention au préscolaire assurant un enrichissement éducatif favorisant la transition vers le primaire. Le programme prend la forme d'une prématernelle à partir de 4 ans, à raison de 3 heures par jour, 5 jours par semaine.
- Un curriculum adapté allant de la première à la troisième année du primaire, qui comprend un programme de lecture dirigé, un aide-enseignant, des fournitures et du matériel pédagogiques, et des classes d'un maximum de 25 élèves.
- Des services aux familles, dont des services de santé et d'alimentation et des ressources dans chaque école pour la formation des parents.
- Une forte implication des parents, soutenus par des parents bénévoles, et un budget alloué aux enseignants pour offrir des activités d'éducation des parents.

Le programme a été implanté dans 24 centres situés à Chicago. Les enfants, dont l'âge varie de 3 à 9 ans, sont principalement d'origine afro-américaine. Le coût par élève pour la durée du programme (5 ans)

est de 7 500 \$ US et il est financé par l'État et le gouvernement fédéral.

Une étude longitudinale auprès de 440 participants a permis d'établir des corrélations entre les résultats des élèves du programme et ceux des groupes témoins. Les mesures démontrent que le nombre de participants accusant un retard scolaire diminue de près du tiers, comparativement aux groupes témoins. Le constat est similaire quant au nombre de participants qui ne réussissent pas à obtenir un diplôme d'études secondaires avant l'âge de 20 ans : la réduction est de près de 20 pour cent, comparé aux membres des groupes témoins.

Les leçons à tirer de ce programme portent sur la forte implication des parents, la coordination des interventions multisectorielles (p. ex., la santé et l'éducation), ainsi que la flexibilité et l'adaptabilité des services et des programmes.

### Carolina Abecedarian

Le projet *Carolina Abecedarian* a pour objectif le développement social, affectif, cognitif et langagier des enfants en très bas âge. Le programme, qui comprend une dimension importante de services à la famille, comporte une intervention éducationnelle de grande qualité pour les enfants âgés de 4 mois jusqu'à 5 ans et pour certains, jusqu'à 8 ans.

Le programme éducatif demande la participation à temps plein des enfants à un centre d'éducation pour la petite enfance. Chaque enfant a une prescription individualisée d'activités, une série de jeux éducatifs incorporés dans sa vie quotidienne. Les activités sont axées sur le développement social, affectif et cognitif, avec un accent particulier sur le développement langagier. Le curriculum adapté, élaboré par Joseph Sparling et Isabelle Lewis, s'appuie sur l'interaction adulte-enfant et sur des activités d'apprentissage que les parents peuvent reproduire.

Une gamme de services complémentaires est aussi offerte. Par exemple, les enfants peuvent recevoir l'aide médicale d'une infirmière-praticienne ou de pédiatres, des services de transport au centre d'éducation et des repas. Une ressource enseignante peut également se déplacer à domicile pour certains enfants de 5 à 8 ans. Elle consulte l'enseignant pour déterminer les besoins de l'enfant et assure le lien avec les services offerts dans la communauté (p. ex., hébergement, soins, sécurité alimentaire).

Enfin, le projet *Carolina Abecedarian* a été attentivement suivi dans le cadre d'une étude scientifique longitudinale. L'étude des 111 enfants inscrits de 1972 à 1977 a souligné les effets bénéfiques et durables des programmes destinés à la petite enfance. Du point de vue scolaire, l'étude a démontré un accroissement significatif de la poursuite des études au niveau collégial (36 pour cent des participants en comparaison à seulement 14 pour cent du groupe témoin). L'étude révèle également une légère réduction (3 pour cent) du taux de non-diplomation dans le groupe participant.

Ce programme peut servir de modèle à plusieurs égards : l'intensité de l'intervention auprès des jeunes et de leurs parents, la coordination des interventions multisectorielles (p. ex., la santé et l'éducation), ainsi que la flexibilité et l'adaptabilité des services selon les conditions familiales particulières.

## No Child Left Behind

En 2001, le *No Child Left Behind Act* a été promulgué aux États-Unis afin de rendre tous les jeunes compétents en lecture/écriture et en mathématiques d'ici 2014. Pour arriver à cet objectif ambitieux, *No Child Left Behind* (NCLB) repose sur quatre piliers.

Tout d'abord, la gestion de la performance de chaque école est au cœur du programme. Au cours de la première année de l'implantation de NCLB, chaque école a dû s'engager à atteindre certains objectifs

annuels menant vers la compétence de tous les élèves en 2014. Depuis, le gouvernement national vérifie les résultats. Des mesures de soutien additionnelles sont offertes aux écoles éprouvant des difficultés. Si la médiocre performance se perpétue, des mesures correctives sont appliquées. *No Child Left Behind* amène donc le gouvernement central à jouer un rôle de maître d'œuvre en éducation, une première aux États-Unis.

Pourtant, le gouvernement national ne s'ingère pas dans les moyens que prennent les écoles pour atteindre leurs objectifs. L'autonomie des États et de leurs écoles est le deuxième pilier. Il en résulte une plus grande flexibilité dans l'utilisation des enveloppes budgétaires.

Le troisième pilier est l'accent mis sur la qualité de l'enseignement. Non seulement l'éducation continue des professeurs est-elle privilégiée, mais le gouvernement soutient la diffusion et l'implantation des méthodes d'enseignement éprouvées. En effet, deux divisions du gouvernement national se consacrent à la documentation des méthodes éprouvées (*What Works Clearinghouse*) et à leur implantation (*Doing What Works*).

Enfin, la stratégie est cimentée par une grande flexibilité pour les parents, qui peuvent choisir de retirer leur enfant des écoles les moins performantes. L'éventail des services externes d'éducation s'est également élargi.

Malgré ces éléments fort intéressants et l'appui de plusieurs, l'efficacité de l'approche reste à prouver. En effet, utilisé à mauvais escient, le programme pourrait engendrer des effets non désirables, comme la pression d'enseigner uniquement pour obtenir les résultats des examens standardisés.

La gestion rigoureuse de la performance des établissements, l'autonomie locale du plan d'action, ainsi que l'importance de la mesure, de la documentation et de la diffusion des méthodes



éprouvées sont autant d'éléments qui peuvent servir d'inspiration.

### **Programme de prévention au primaire de l'Université de Montréal**

Le programme de prévention au primaire de l'Université de Montréal vise la réduction des comportements turbulents (p. ex., l'hyperactivité et l'agressivité) de jeunes garçons dans le but de réduire le décrochage scolaire. Il a été implanté sur une période de 2 ans auprès de 149 garçons caucasiens âgés de 7 à 9 ans et provenant de 53 écoles de milieux défavorisés de Montréal.

Le programme inclut deux composantes principales : le développement des habiletés sociales des enfants et le développement des habiletés parentales. Ces deux éléments sont considérés comme étant les plus susceptibles d'influencer le comportement des jeunes garçons. En étant moins turbulents, les jeunes peuvent se concentrer davantage sur les tâches scolaires, ils sont moins portés à éprouver des difficultés d'apprentissage et ils risquent moins le redoublement scolaire ou l'expulsion des classes régulières.

Deux fois par semaine, un professionnel rencontre pendant 45 minutes des groupes de quatre à six garçons pour travailler avec eux le renforcement positif et donner des instructions verbales. L'intervention mise également sur la modélisation entre pairs. Les professionnels et les enseignants se rencontrent régulièrement afin de faciliter la communication et suivre le progrès dans la classe.

Le professionnel intervient auprès des parents lors de visites à domicile, où il travaille les habiletés de gestion parentale. Les parents fixent des objectifs clairs pour leurs enfants, apprennent à mieux reconnaître les comportements problématiques et sont invités à faire du renforcement positif et à mieux superviser les devoirs de leurs enfants.

Les résultats sont concluants. Le taux de placement dans des classes spéciales ou de redoublement a diminué de 35 pour cent, et le taux de décrochage avant l'âge de 17 ans a baissé de 51 pour cent. De plus, le taux de décrochage observé dans le groupe témoin était de 22 pour cent alors qu'il n'était que de 11 pour cent pour les participants au programme.

Les leçons à tirer de ce programme portent sur la forte implication des parents, l'intensité de l'intervention auprès des jeunes et de leurs parents, et l'adaptabilité des services selon les conditions familiales particulières.

### **Agir Autrement à la Polyvalente St-Joseph**

Dans le cadre de la stratégie d'intervention *Agir Autrement*, la Polyvalente St-Joseph de Mont-Laurier a mis en place une stratégie d'intervention rigoureuse afin d'améliorer la persévérance scolaire de ses élèves. Cette stratégie s'articule autour de quatre axes :

- Le leadership fort de la direction d'école et l'application rigoureuse de principes de gestion du changement, qui ont permis à l'école de bâtir une équipe cohésive capable de travailler ensemble pour atteindre des objectifs clairs et précis.
- L'établissement de la mesure systématique de l'impact des gestes posés et de la performance du programme. Par exemple, des questionnaires d'évaluation sont distribués régulièrement au personnel et aux élèves afin d'assurer le suivi du plan d'action et de ses objectifs. Les résultats des questionnaires facilitent l'élaboration de nouvelles pratiques d'intervention pour répondre aux lacunes observées.
- La formation continue des enseignants du premier cycle en ce qui touche aux jeunes à risque et à leurs difficultés d'apprentissage. Les enseignants apprennent à mieux comprendre et interagir avec

les classes constituées d'élèves issus de milieux défavorisés.

- L'amélioration du sentiment d'appartenance et de fierté des élèves afin de créer un climat propice à l'apprentissage. L'équipe-école a élaboré des pratiques pédagogiques et parascolaires qui répondent mieux aux besoins des élèves. De plus, puisque les élèves pouvaient choisir parmi les activités parascolaires offertes, leur participation et leur engagement ont augmenté de façon notable.

Lorsque les pratiques décrites ci-dessus ont été implantées à la Polyvalente St-Joseph entre 2003 et 2006, le taux de diplomation a augmenté de 22 pour cent en 3 ans seulement. Par ailleurs, les résultats aux examens de français, précurseurs de la réussite scolaire, ont aussi fait un bond.

Le leadership fort de la direction d'école, la mesure systématique des actions et de leurs résultats ainsi que la formation des intervenants ont tous aidé à améliorer les programmes visant à promouvoir la persévérance scolaire.

### **1,2,3 GO!**

Les initiatives 1,2,3 GO! ont pour objectif de promouvoir et de soutenir la mobilisation des communautés autour du développement des enfants et des jeunes, tout en favorisant l'innovation sociale et la diffusion des connaissances. Elles visent le regroupement de partenaires au sein d'une organisation structurée et soutenue par une coordination professionnelle.

Les initiatives 1, 2, 3 GO! ont une double mission :

- Sensibiliser et mobiliser les membres de la communauté afin qu'ils s'engagent dans des actions qui assurent le bien-être des tout-petits et qui favorisent leur développement.
- Soutenir la participation des parents à la vie du consortium ainsi qu'à celle de leur communauté.

Leurs actions de mobilisation s'organisent autour de trois axes d'intervention :

- Le renforcement du potentiel des tout-petits, des parents et des intervenants, en leur assurant l'accès et en favorisant leur participation à des activités directes et structurées qui visent à accroître leurs habiletés et leurs compétences.
- L'amélioration des milieux de vie des familles, des ressources et des services qu'elles utilisent et de la qualité de la vie familiale.
- L'influence de masse, en sensibilisant l'ensemble de la population et les décideurs aux besoins des tout-petits et de leurs parents.

Depuis plus de 10 ans, les initiatives 1,2,3 GO!, avec le soutien de Centraide du Grand Montréal, ont donné lieu à l'élaboration de plusieurs projets communautaires dont l'objectif est le développement des jeunes et de leurs parents.

Certains projets favorisent le développement des compétences personnelles et parentales des jeunes parents. À titre d'exemple, les *Bambineries* privilégient les relations parents-enfants en élaborant des rencontres hebdomadaires ainsi que des sorties éducatives et des activités thématiques qui permettent aux enfants et aux parents d'échanger, de jouer et de partager avec d'autres.

D'autres projets préparent les petits d'âge préscolaire à leur entrée à l'école. Les ateliers de lecture interactive (*ALI-Bébé*, *ALI-Bambi* et *ALI-explorateur*), les activités de stimulation par le jeu (*Le tremplin*) et le programme *Prêt pour l'école* sont de bons exemples de ce genre de projet.

Enfin, la mise au point de l'Instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE) figure parmi les projets qui visent à mieux comprendre le développement des jeunes au moyen de l'évaluation.

## D. Hypothèses de calcul de l'effet et des coûts des actions proposées

Chacune des actions proposées contribue à l'atteinte de l'objectif global. Cette contribution et les coûts s'y rapportant sont estimés sur la base d'efforts similaires déployés au Québec et ailleurs dans le monde.

- **Action 1** : En comparant le Québec au reste du Canada ou à des pays comme la Finlande, on constate une différence notable par rapport à la valorisation de l'éducation; il en va de même lorsqu'on compare leurs taux de diplomation à ceux du Québec. On estime que l'établissement d'un consensus sur la nécessité de valoriser l'éducation et la persévérance scolaire au sein de la population permettrait un gain de 1 à 1,5 point de diplomation chez les jeunes. Un budget de 3 millions à 5 millions de dollars par année permettrait de financer une campagne nationale de sensibilisation.
- **Actions 2 et 10** : L'instance nationale de concertation (action 10) et la mobilisation régionale en persévérance scolaire (action 2) permettront la coordination et la mise en place d'actions concertées sur le terrain; ces actions sont en quelque sorte les catalyseurs nécessaires au déploiement des autres actions. Il faudrait de 1 million à 3 millions de dollars par année pour embaucher une équipe de 5 à 10 professionnels à l'échelle nationale, et de 5 millions à 10 millions de dollars par année pour couvrir les coûts liés au renforcement des interlocuteurs régionaux (p. ex., formation, personnel additionnel).
- **Action 3** : En se basant sur l'expérience du programme éducatif préscolaire *Perry Preschool* aux États-Unis, il serait raisonnable de croire que l'accompagnement apporté par les services de garde aux enfants à risque de 0 à 5 ans, au moyen de quelque 5 000 places additionnelles (déjà prévues), permettrait d'augmenter de 1,5 à 2 points le taux de diplomation au Québec. Les coûts de cette mesure seraient déjà inclus dans le budget ministériel lié à l'augmentation des places disponibles.
- **Actions 4 et 5** : Les projets pilotes dans le milieu de la petite enfance (action 4) et au primaire (action 5) permettront de mettre au point des méthodes d'intervention appropriées et une base de faits solide sur laquelle s'appuyer pour un déploiement à plus grande échelle. Le manque de documentation rigoureuse au sujet des résultats obtenus par ces types d'intervention nous empêche de chiffrer l'incidence de ces mesures sur le taux de diplomation. Le déploiement de 2 à 4 projets pilotes communautaires dans le milieu de la petite enfance (de l'ordre de 500 000 \$ chacun), ainsi que le déploiement de 5 à 10 projets pilotes au sein d'écoles primaires (à raison de 350 000 \$ par projet), coûteraient de 4 millions à 6 millions de dollars en phase de déploiement (1 à 3 ans). La présence à terme de 15 à 20 projets communautaires en petite enfance pourrait se chiffrer entre 8 millions et 10 millions de dollars par année.
- **Action 6** : Si, dans le cadre de la stratégie d'intervention *Agir autrement*, on déployait des méthodes d'intervention éprouvées dans 100 à 120 écoles secondaires, on obtiendrait de 3 à 5 points de diplomation additionnels à l'échelle nationale. Ces chiffres s'appuient notamment sur les résultats de programmes similaires ayant démontré leur efficacité à réduire du tiers le taux de décrochage chez les élèves à risque. Les coûts d'une telle intervention s'élèveraient aux alentours de 1 000 à 1 500 \$ par année par jeune ciblé, soit de 6 millions à 12 millions de dollars pour 10 à 20 écoles pilotes (années 1 à 3), et de 65 millions à 105 millions de dollars pour un déploiement dans 100 à 120 écoles, à terme.
- **Action 7** : La mise en œuvre de projets communautaires ciblant les jeunes à risque au

secondaire dans 15 à 20 quartiers défavorisés densément peuplés, entraînerait une réduction de plus de 80 pour cent du taux de décrochage dans ces quartiers et coûterait entre 50 millions et 100 millions de dollars par année, à terme. Ceci se traduirait par une augmentation de 1,5 à 3 points du taux de diplomation québécois. Le coût d'un tel programme, entre 3 000 à 4 000 \$ par année par jeune, serait de 12 millions à 24 millions de dollars lors de la phase pilote (années 1 à 3), pendant laquelle trois ou quatre quartiers seraient ciblés, et de 54 millions à 102 millions de dollars pour un déploiement dans 15 à 20 quartiers défavorisés.

- **Action 8** : En facilitant et en encourageant la transition vers les formations professionnelles, on pourrait réduire le taux de décrochage tout en devançant l'âge moyen de diplomation dans cette voie, où l'on note un grand nombre de jeunes obtenant un diplôme après l'âge de 20 ans. Cette mesure, dont les coûts seraient déjà inclus dans le budget ministériel, pourrait augmenter de 2 à 3 points le taux de diplomation avant l'âge de 20 ans.
- **Action 9** : L'incorporation dans le système d'éducation de mesures incitatives et d'outils de gestion de la performance ciblant la persévérance scolaire permettrait de dépister de 5 à 10 élèves à risque par école secondaire, que l'on pourrait ensuite encadrer jusqu'à l'obtention d'un diplôme. Appliquée au sein d'écoles non ciblées par les stratégies plus intensives du type *Agir autrement*, cette mesure pourrait accroître de 1 à 2 points le taux de diplomation. Les coûts liés à la formation initiale du personnel-école sur la mise en place et le suivi de mesures liées à la persévérance scolaire pourraient s'élever de 2 millions à 4 millions de dollars par année.

## E. Liste des personnes interviewées

### Milieu scolaire

**André Caron**, Président, Fédération des commissions scolaires du Québec

**Phil Clavel**, Directeur, LaSalle Community Comprehensive High School

**Diane de Courcy**, Présidente, Commission Scolaire de Montréal

**Louise Dionne**, Secrétaire régionale, TRÉPAQ/FP

**Pâquerette Gagnon**, Directrice générale, Fédération des commissions scolaires du Québec

**Pierre Gosselin**, Directeur du service de la gestion, Comité de gestion de la taxe scolaire

**Michel Gravel**, Directeur Général, Cégep de Jonquière

**Richard Guillemette**, Directeur, École secondaire Monseigneur-Richard (Commission scolaire Marguerite Bourgeoise)

**Patrick Lazzaroni**, Directeur, École secondaire d'Oka (Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles)

**Kevin O'Hearn**, Enseignant, École Secondaire Jean-Gauthier

**Sylvain Ouellet**, Directeur, École Secondaire Jean-Gauthier

**François Paquette**, Directeur Régional, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

**Serge Pelletier**, Président, Association des DG de commissions scolaires du Québec

**Stéphane Quirion**, Directeur, Polyvalente Bélanger (Commission scolaire de la Beauce-Etchemin)

**Diane Sirard**, Ex-Directrice, Polyvalente St-Joseph (Commission scolaire Pierre-Neveu)

**Camil Turmel**, Consultant, Fédération des commissions scolaires du Québec

### Gouvernement

**Abdou Baalouch**, Chef de service Stratégie d'action jeunesse, Secrétariat à la jeunesse

**Line Bérubé**, Sous-ministre adjointe, volet famille, ministère de la Famille et des Aînés, Gouvernement du Québec

**André Blanchet**, Formation professionnelle et technique et formation continue (FPTFC), ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

**Smâil Bouikni**, Formation professionnelle et technique, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

**Catherine Ferembach**, Secrétaire adjointe, ministère du Conseil exécutif, Secrétariat à la jeunesse, Gouvernement du Québec

**René Lapierre**, Formation professionnelle et technique et formation continue (FPTFC), ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

**Michelle Lapointe**, Sous-ministre adjointe à la formation professionnelle et technique et à la formation continue, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

**Bernard Matte**, Sous-ministre adjoint, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

**Claude Moisan**, Formation générale des jeunes, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

**Rémi Nadeau**, Direction de la statistique et du soutien aux expérimentations, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

**François Paquette**, Directeur régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

**Alain Poirier**, Directeur national de santé publique et sous-ministre adjoint, ministère de la Santé et des Services sociaux

**Alain Rousseau**, Économiste, Direction générale de la formation professionnelle et technique

**Denis Royer**, Formation professionnelle et technique et formation continue (FPTFC), ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

**Robert Sauvé**, Sous-ministre associé aux régions, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Gouvernement du Québec

**Alain Veilleux**, Sous-ministre adjoint, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

### Instances régionales

**Josée Brassard**, Réussite – Accompagnement – Persévérance scolaire

**Marie-Claude Côté**, Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire

**Lyne Deschamps**, Partenaires de la réussite éducative des jeunes dans les Laurentides

**Michèle Glémaud**, Carrefour de lutte au décrochage scolaire

**Camille Gendron**, Projet Partenaires pour la réussite éducative en Estrie

**Johanne McMillan**, Comité régional pour la valorisation de l'éducation

**Annie Simard**, Table de prévention de l'abandon scolaire de Charlevoix

**Frédéric Tremblay**, Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire

**Pascale Vincelette**, Réussite Montérégie

### Chercheurs

**Nadine Arbour**, Étude des conditions de vie et des besoins de la population

**Michael Barber**, Associé expert, McKinsey & Compagnie

**Alan Fitzgerald**, Économiste, McKinsey & Compagnie

**Laurier Fortin**, Professeur titulaire, Université de Sherbrooke

**Pierre Fortin**, Économiste et journaliste, UQAM, L'Actualité

**Michel Janosz**, Professeur agrégé, Université de Montréal

**Michel Perron**, Professeur à l'UQAC, titulaire de la Chaire UQAC - Cégep de Jonquièrre sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes

**Suzanne Veillette**, Étude des conditions de vie et des besoins de la population

### Milieu des affaires

**Denis Beauregard**, Secrétaire du Comité-Conseil, Percom inc.

**André Brodeur**, McKinsey & Compagnie

**Jacques Chamberland**, McKinsey & Compagnie

**Éric Lamarre**, McKinsey & Compagnie

**L. Jacques Ménard**, O.C., Président du Comité Conseil, Président, BMO, Groupe financier

**Claude MontMarquette**, Économiste, Université de Montréal, CIRANO

**Daniel Parent**, Économiste, Université McGill

**Henri-Paul Rousseau**, Vice-président du Conseil, Power Corporation du Canada

**Abraham Zilkha**, Alumnus, Boston Consulting Group

### Organismes sans but lucratif

**Carolyn Acker**, présidente et chef de la direction, Pathways to Education

**Matthew Airhart**, National Director of Development and Communications at Pathways to Education

**Bineta Ba**, Directrice, ROCQLD

**Julie Brousseau**, Conseillère en petite enfance, Équipe veille stratégique et performance, Développement des enfants et des communautés

**Lyse Brunet**, Québec Enfants

**Jean-Marc Chouinard**, Vice-président développement enfants et communautés, Fondation Lucie et André Chagnon

**Sandra L. Christenson**, professeur et fondatrice de Check & Connect

**Patricia Clark**, Program Manager, Career Academy Support Network

**Pierre Côté**, Président, directeur général, Toujours ensemble

**Éric Darveau**, Chef, développement, Fondation Lucie et André Chagnon

**Charles Dayton**, Coordonnateur, Career Academy Support Network

**Suzanne Desjardins**, Gestionnaire de projet en persévérance scolaire, Fondation Lucie et André Chagnon

**Sophie Harnois**, Directrice des opérations, Fondation Lucie et André Chagnon

**Jean-Pierre Hotte**, Association des centres jeunesse du Québec

**Mirelle Jetté**, Chef, veille stratégique, Fondation Lucie et André Chagnon

**David R. Johnson**, Senior Associate Dean for Research and Policy, Director, Institute on Community Integration, College of Education and Human Development

**Dr. Gilles Julien**, Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale

**Colleen Kaibel**, Coordinator for Minneapolis Public Schools, Check & Connect

**Susan Katzman**, President of the board of directors at the National Career Academy Coalition

**Jean-François Lapointe**, Directeur, L'Ancre des Jeunes

**Sophie Latour**, Passeport pour ma réussite

**Yves Lévesque**, Vivre St-Michel en Santé

**Claude Masse**, Directeur-allocations, Centraide du Grand Montréal

**Ann Mavis**, coordinatrice, College of Education and Human Development

**Norman Rowen**, Directeur de la recherche et de l'évaluation, Pathways to Education

**Mathieu Sage**, Directeur de programme, Passeport pour ma réussite

**Michèle Thibodeau-DeGuire**, Présidente et directrice générale, Centraide du Grand Montréal

**Roxane Thibault**, Représentante de la Maison des jeunes

**Susan Tidyman**, State/Regional Coordinator, Career Academy Support Network

### Autres milieux

**Éric Cadieux**, Coordonnateur du Chantier d'accompagnement, Réseau des Carrefours jeunesse-emploi du Québec

**Linda Millette**, Agente d'accueil, Carrefour jeunesse-emploi d'Autray-Joliette

**Monica St-Pierre**, Organisatrice communautaire du CLSC

## F. Bibliographie

### Recherches, enquêtes et données sociodémographiques

- ALEXANDER, Karl L., Doris R. ENTWISLE and Nader S. KABBANI. « The Dropout Process in Life Course Perspective: Early Risk Factors at Home and School », *Teachers College Record*, vol. 103, n° 5, October 2001, p. 760-822.
- AMOS, Jason. *Dropouts, Diplomas, and Dollars – U.S. High Schools and the Nation's Economy*, Alliance for Excellent Education, August 2008, 48 p.
- BELFIELD, Clive R., and Henry M. LEVIN. *The Economic Losses from High School Dropouts in California*, California Dropout Research Project, University of California, Santa Barbara, August 2007, 69 p.
- BELFIELD, Clive R., and Henry M. LEVIN. *The Return on Investment for Improving California's High School Graduation Rate, Policy Brief*, California Dropout Research Project, University of California, Santa Barbara, August 2007, 4 p.
- BOUIKNI, Smail, et Jean TREMBLAY. *La formation professionnelle et technique au Québec : un aperçu*, Québec, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2008, 50 p.
- BRIDGELAND, John M., John J. DI IULIO, Jr. and Karen BURKE MORISON. *The Silent Epidemic: Perspectives of High School Dropouts*, A report by Civic Enterprises and Peter D. Hart Research Associates for the Bill & Melinda Gates Foundation, Washington, March 2006, 44 p.
- BUSHNIK, Tracey. *Étudier, travailler et décrocher : Relation entre le travail pendant les études secondaires et le décrochage scolaire*, Statistique Canada, Division de la Culture, du tourisme et Centre de la statistique de l'éducation, Ottawa, n° 81-595-MIF au catalogue – n° 004, 2003, 39 p.
- CÔTÉ, Sylvana. *Day Care Attendance Prevents Early Chronic Physical Aggression*, University of Montréal, GRIP, CHU Sainte-Justine, Power Point presentation, September 2008, 23 p.
- CUTLER, David M. *Education and Health: Evaluating Theories and Evidence*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, NBER Working Paper 12352, June 2006, 37 p.
- DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES STATISTIQUES ET DE L'INFORMATION. *Indicateurs de l'éducation – Édition 2008*, Québec, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Secteur de l'information et des communications, 2008, 150 p.
- DIRECTION DES STATISTIQUES ET DES ÉTUDES QUANTITATIVES. *La rentabilité du diplôme*, Québec, Bulletin statistique de l'éducation, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, n° 8, février 1999, 10 p.
- DROUIN, Carl, et autres. *Grandir en Qualité 2003. Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs (Grandir en Qualité 2003)*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2004, 597 p.
- GROSSMAN, Michael. « The Correlation between Health and Schooling », in TERLECKYI, Nestor E. (ed.), *Household Production and Consumption*, New York, Columbia University Press, 1975, p. 147-211.
- HECKMAN, James J., and Dimitriy V. MASTEROV. *The Productivity Argument for Investing in Young Children*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, NBER Working Paper 13016, April 2007, 99 p.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Annuaire québécois des statistiques du travail. Portrait des principaux indicateurs du marché du travail 1999-2007*, Gouvernement du Québec, vol. 4 n° 1, 2008, 280 p.
- JAPEL, Christa. « Factors of Risk, Vulnerability and School Readiness Among Preschoolers: Evidence from Quebec », *IRPP Choices*, Montreal, vol. 14, n° 16, 2008.
- JAPEL, Christa, Richard E. TREMBLAY et Sylvana CÔTÉ. « La qualité, ça compte! Résultats de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec », *IRPP Choix*, Montréal, vol. 11, n° 4, 2005.
- LAIRD, Jennifer, et al. *Dropout and Completion Rates in the United States: 2006. Compendium Report*, National Center for Education Statistics, Jessup, September 2008, 69 p.
- LANDRY, Laura, et Maire SINHA. *Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2005-2006*, Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Juristat, n° 85-002-XIF au catalogue, vol. 28, n° 6, 2008, 27 p.
- LAPOINTE, Pierre, Jean ARCHAMBAULT et Roch CHOUNARD. *L'environnement éducatif dans les écoles publiques et la diplomation des élèves de l'île de Montréal*, Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, 2008, 93 p.
- LAURIE, Nate. *The Cost of Poverty: An Analysis of the Economic Cost of Poverty in Ontario*, Ontario Association of Food Banks, November 2008, 36 p.
- LEHR, Camilla A., et al. *Essential tools: Increasing Rates of School Completion: Moving from Policy and Research to Practice*, National Center on Secondary Education and Transition, University of Minnesota, Institute on Community Integration, Minneapolis, 2004, 74 p.
- LEVIN, Henry, et al. *The Costs and Benefits of an Excellent Education for All of America's Children*, Working Paper, Teachers College, Columbia University, 2006, 73 p.
- LOCHNER, Lance, and Enrico MORETTI. « The Effect of Education on Crime: Evidence from Prison Inmates, Arrests, and Self-Reports », *The American Economic Review*, vol. 94, March 2004, p. 155-189.
- LOCHNER, Lance. *Education, Work, and Crime: A Human Capital Approach*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, NBER Working Paper 10478, 2004, 43 p.

- McCRARY, Justin, and Heather ROYER. *The Effect of Female Education on Fertility and Infant Health: Evidence from School Entry Policies Using Exact Date of Birth*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, NBER Working Paper 12329, June 2006.
- MÉNARD, L. Jacques, et Denis BEAUREGARD. *Si on s'y mettait...*, Montréal, Les Éditions Transcontinental, 2008, 266 p.
- MOREAU, Lisette. *La pauvreté et le décrochage scolaire ou la spirale de l'exclusion*, Québec, Ministère de la Sécurité et du Revenu, novembre 1995, 46 p.
- OECD, *Education at a Glance 2008: OECD Indicators*, 2008, 528 p.
- PARENT, L., et autres. *Que savons-nous des causes de l'abandon scolaire dans la région des Laurentides? Rapport de recherche*, Partenaires de la réussite éducative des jeunes dans les Laurentides, 2006, 338 p.
- PERRON, Michel, et autres. *Site interactif d'indicateurs spatialisés de persévérance et de réussite scolaires*. Groupe ÉCOBES, Cégep de Jonquière, 2005.
- QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Le cheminement des élèves, du secondaire à l'entrée à l'université*, Gouvernement du Québec, 2004, 44 p.
- QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LOISIR ET DU SPORT. *Résultats aux épreuves uniques de juin 2007 et diplomation*, Gouvernement du Québec, 2008, 90 p.
- REYNOLDS, Arthur J. *Success in Early Intervention: The Chicago Child-Parent Centers*, University of Nebraska Press, Lincoln, 2000, 261 p.
- ROBITAILLE, Clément, Jean-Pierre GUAY et Caroline SAVARD. *Portrait de la clientèle correctionnelle du Québec 2001*, Québec, Direction générale des services correctionnels – Ministère de la Sécurité publique, Société de Criminologie, 2002, 128 p.
- SAXTON, Jim. *Investment in Education: Private and Public Returns*, Joint Economic Committee – US Congress, Washington, DC, January 2000, 15 p.
- SÉVIGNY, Danielle. *Portrait du décrochage scolaire à Montréal*, Table des partenaires pour la persévérance scolaire à Montréal, Montréal, septembre 2006, 108 p.
- SHAIENKS, Danielle, et Thomas. GLUSZYNSKI. *Participation aux études postsecondaires : diplômés, persévérants et décrocheurs, résultats de l'EJET, 4e cycle*, Division de la Culture, du tourisme et Centre de la statistique de l'éducation, Ottawa, n° 81-595-MIF au catalogue – n° 059, novembre 2007, 42 p.
- BOSTON CONSULTING GROUP. *BCG Assessment of Pathways to Education*, Executive summary, July 16, 2007, 17 p.
- CAMPBELL, Frances A., and Craig T. RAMEY. *Carolina Abecedarian Project*, Presentation at the National Invitational Conference of the Early Childhood Research Collaborative University of Minnesota Center for Early Education and Development, December 2007, 43 p.
- COMPREHENSIVE SCHOOL REFORM QUALITY CENTER. *CSRQ Center Report on Middle and High School Comprehensive School Reform Models*, Washington, DC, October 2006, 287 p.
- CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE. *Répertoire des organismes jeunesse du Québec*, Gouvernement du Québec, 27 septembre 2007, 159 p.
- CUNNINGHAM, Charles. E., Rebecca B. BREMNER and Michael BOYLE. « Large Group Community-Based Parenting Programs for Families of Preschoolers at Risk for Disruptive Behaviour Disorders: Utilization, Cost Effectiveness, and Outcome », McMaster University, Hamilton, *Journal of Child Psychology and Psychiatry and Allied Disciplines*, vol. 36, 1995, p. 1141-1159.
- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA FORMATION DES JEUNES. *Passe-Partout : Un soutien à la compétence parentale. Cadre d'organisation destiné aux gestionnaires, aux intervenantes et aux intervenants*, Québec, Ministère de l'Éducation, 2003, 32 p.
- DYNARSKI, Mark, and Philip GLEASON. *How Can We Help? What We Have Learned From Evaluations of Federal Dropout Prevention Programs*, School Dropout Demonstration Assistance Program Evaluation submitted to U.S. Department of Education by Mathematica Policy Research Princeton, June 1998, 32 p.
- EDUCATION TRUST. *The ABCs of AYP: Raising Achievement for All Students*, Updated July 2004, 9 p.
- HAMMOND, Cathy, et al. *Dropout Risk Factors and Exemplary Programs: A Technical Report*, National Dropout Prevention Center, Communities in Schools, 2007, 282 p.
- HELLSTRÖM, Agneta. *COPE - The Community Parent Education Program*, Child and Adolescent Psychiatry, Akademiska sjukhuset Uppsala, Stockholm, Sweden, Best Practice for Better Health 6<sup>th</sup> IUPHE European Conference on the Effectiveness and Quality of Health Promotion, 2005, 23 p.
- JANOSZ, Michel, et Marc-André DENIGER. *Évaluation de programmes de prévention du décrochage scolaire pour adolescents de milieux défavorisés, 1998-2000. Rapport synthèse de recherche*, CRIRES et IRDS, 2001, 87 p.
- JANOSZ, Michel, Jean-Sébastien FALLU et Marc-André DENIGER. « La Prévention du décrochage scolaire : facteurs de risque et efficacité des programmes d'intervention » dans *Prévention des problèmes d'adaptation chez les enfants et les adolescents, Tome II : Les problèmes externalisés*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 117-164.
- Description, analyse et évaluation de programmes et initiatives (études de cas)**
- BILL & MELINDA GATES FOUNDATION. *All Students College-Ready: Findings from the Foundation's Education Work 2000-2006*, 2006, 16 p.



- KEMPLE, James J. *Career Academies : Impacts on Labor Market Outcomes and Educational Attainment*, MDRC, 2004, 180 p.
- KEMPLE, James J., and Corinne M. HERLIHY. *The Talent Development High School Model: Context, Components, and Initial Impacts on Ninth-Grade Student's Engagement and Performance*, MDRC, 2004, 166 p.
- KEMPLE, James J., Corinne M. HERLIHY and Thomas J. SMITH. *Making Progress Toward Graduation : Evidence from the Talent Development High School Model*, MDRC, May 2005, 134 p.
- NATIONAL EVALUATION OF HIGH SCHOOL TRANSFORMATION, AMERICAN INSTITUTES FOR RESEARCH, and SRI INTERNATIONAL. *Evaluation of the Bill & Melinda Gates Foundation's High School Grants Initiative : 2001-2005 Final Report*, prepared for The Bill & Melinda Gates Foundation, August 2006, 148 p.
- NATIONAL EVALUATION OF HIGH SCHOOL TRANSFORMATION, AMERICAN INSTITUTES FOR RESEARCH, and SRI INTERNATIONAL. *Changes in Rigor, Relevance, and Student Learning in Redesigned High Schools*, prepared for The Bill & Melinda Gates Foundation, 2007, 60 p.
- NIX, Robert. « Improving Parental Involvement: Evaluating Treatment Effects in the Fast Track Program », *The Evaluation Exchange*, vol. X, n° 4, 2004, p. 4-5.
- OLDS, David L., et al. « Long-term effects of home visitation on maternal life course and child abuse and neglect. Fifteen-year follow-up of a randomized trial », *The Journal of the American Medical Association*, vol. 280 n° 14, 1998, p. 1238-1244
- PUNGELLO, Elizabeth. *Early Learning, Later Success : The Abecedarian Study*, Frank Porter Graham Child Development Center, University of North Carolina at Chapel Hill, Early Childhood Educational Intervention, 1999, 26 p.
- QUINT, Janet, et al. *The Challenge of Scaling Up Educational Reform: Findings and Lessons from First Things First. Final report*, MDRC, 2005, 239 p.
- REDD, Zakia, et al. *Academic Achievement Programs and Youth Development: A Synthesis*, Child Trends – Edna McConnell Clark Foundation, 2002, 103 p.
- REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES QUÉBÉCOIS DE LUTTE AU DÉCROCHAGE (ROCQLD). *Rapport d'activités 2006-2007*, 2007, 23 p.
- RESEARCH AND TRAINING CENTER FOR CHILDREN'S MENTAL HEALTH. « Summaries of research on mental health services for children and adolescents and their families – Fast Track intervention », Louis de la Parte Florida Mental Health Institute, University of South Florida, *Data Trends*, n° 23, 2000, 2 p.
- ROBERTSON, Andrée. *Répertoire de mesures réputées avoir une incidence positive sur la réussite et la persévérance scolaire*, Université du Québec en Outaouais, Projet d'intervention-recherche sur le décrochage scolaire au secondaire dans l'Outaouais, 2004, 87 p.
- TAYLOR, Alisa. *Pathways for Youth to the Labour Market: An Overview of High School Initiatives*, Canadian Policy Research Networks, Ottawa, Pathways to the Labour Market Series – n° 3, April 2007, 86 p.
- VITARO, Frank, Mara BRENDGEN and Richard E. TREMBLAY. « Prevention of School Dropout Through the Reduction of Disruptive Behaviors and School Failure in Elementary School », Université de Montréal, *Journal of School Psychology*, vol. 37, N° 2, summer 1999, p. 205-226.
- WHAT WORKS CLEARINGHOUSE. *Dropout Prevention, WWC Topic Report*, Institute of Education Sciences, United States, 2007, 18 p.

### Rapports et articles portant sur l'intervention auprès des jeunes

- BARTON, Paul E. *One-Third of a Nation: Rising Dropout Rates and Declining Opportunities. Policy Information Report*, Educational Testing Service, Princeton, February 2005, 48 p.
- CAPUANO, France, et autres. « L'impact de la fréquentation préscolaire sur la préparation scolaire des enfants à risque de manifester des problèmes de comportement et d'apprentissage à l'école », Université de Montréal et Université de Sherbrooke, Québec, *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 27, n° 1, 2001, p. 195-228.
- CHAPLIN, Duncan D., Mark D. TURNER and Andreas D. PAPE. « Minimum Wages and School Enrolment of Teenagers: A Look at the 1990's », *Economics of Education Review*, vol. 22, 2003, p 11-21.
- CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE. *Je décroche, tu décroches... est-ce que nous décrochons? Avis sur le décrochage scolaire et social au secondaire*, Gouvernement du Québec, mai 2002, 63 p.
- DEL BONO, Emilia, and Fernando GALINDO-RUEDA. *Do a Few Months of Compulsory Schooling Matter? The Education and Labour Market Impact of Schooling Leaving Rules*, Institute for the Study of Labor, IZA, Discussion Paper n° 1233, August 2004, 54 p.
- FPG CHILD DEVELOPMENT INSTITUTE and THE UNIVERSITY OF NORTH CAROLINA AT CHAPEL HILL, *Celebrating 40 years*, Early Developments vol. 10, n° 1, 2006, 28 p.
- GOYETTE, Martin, et autres. *Projet d'intervention intensive en vue de préparer le passage à la vie autonome et d'assurer la qualification des jeunes des centres jeunesse du Québec. Rapport final d'évaluation*, Rapport soumis au Centre national de prévention du crime et à l'Association des centres jeunesse du Québec, 2007.

- GOYETTE, Martin, Amélie MORIN et Jean BOISLARD. « Le projet Qualification des jeunes : le passage à la vie adulte des jeunes recevant des services des centres jeunesse », *Intervention* n° 129, 2008, p. 16-27.
- GOYETTE, Martin. « Promoting Autonomous Functioning Among Youth in Care: A Program Evaluation. New Directions for Youth Development: Theory, Practice, and Research », n° 113, 2008, p. 81-105.
- GOYETTE, Martin, et autres. « Le soutien au passage à la vie adulte des jeunes recevant des services des centres jeunesse. » *Éducation et francophonie. Revue scientifique virtuelle*, n° 35 (1), 2007, p. 95-119.
- INSTANCES RÉGIONALES DE CONCERTATION SUR LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE ET LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE DU QUÉBEC. *Les parents : des acteurs clés pour la persévérance scolaire et la réussite éducative*, 32<sup>e</sup> Congrès annuel de la Fédération des comités de parents du Québec, Présentation Powerpoint, 2008, 42 p.
- LEMELIN, Jean-Pascal, et Michel BOIVIN. *Mieux réussir dès la première année : l'importance de la préparation à l'école*, Institut de la Statistique du Québec, Canada, vol. 4, Fascicule 2, 2007, 12 p.
- PERRON, Michel, et autres. *Trajectoires d'adolescence : stratégies scolaires, conduites sociales et vécu psychoaffectif*, Série Enquête régionale 1997, « Aujourd'hui les jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean », Groupe ÉCOBES, Cégep de Jonquière, 1999, 260 p.
- POTVIN, Pierre, et autres. *Guide de prévention du décrochage scolaire : deuxième édition*, Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec, Québec, 2007, 102 p.
- QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE et al. *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2009 : Bilan de la troisième année*, Gouvernement du Québec, 2007, 32 p.
- QUÉBEC, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE. *Pour une jeunesse engagée dans sa réussite : Stratégie d'action jeunesse 2006-2009*, Gouvernement du Québec, 2006, 67 p.
- TABLE ESTRIENNE DE CONCERTATION INTERORDRES EN ÉDUCATION. *Plan 2006-2016 de mobilisation et d'action pour contrer le décrochage et augmenter la qualification et la diplomation des jeunes estriens*, 2006, 43 p.
- VEILLETTE Suzanne, et autres. *Parcours scolaires au secondaire et au collégial. Étude longitudinale auprès des élèves saguenéens et jeannois âgés de 14 ans en 2002*. Groupe ÉCOBES, Cégep de Jonquière, 2007, 153 p.
- BARBER, M. « The case for raising the participation age », in RYAN, Conor (ed.), *Staying the Course: Changes to the Participation Age and Qualifications*, The Social Market Foundation, London, 2008, p. 25-34.
- BAUM, Sandy, and Jennifer MA. *Education Pays - The Benefits of Higher Education for Individuals and Society*, College Board – Trends in Higher Education Series, Washington, DC, 2007, 48 p.
- COHEN, Mark A. « The Monetary Value of Saving a High-Risk Youth », *Journal of Quantitative Criminology*, vol. 14, n° 1, 1998, p. 5-33.
- COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES. *35<sup>e</sup> rapport annuel de gestion, 2006-2007*, Montréal, 2007, 128 p.
- DESLANDES, Rollande, et Richard BERTRAND. « Une meilleure harmonisation des services offerts aux jeunes à risque et à leur famille : que savons-nous? » *Santé mentale au Québec*, Montréal, vol. 27, n° 2, 2002, p. 136-153.
- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE APPLIQUÉE, POLITIQUE STRATÉGIQUE. *Le décrochage scolaire : définitions et coûts*, Développement des ressources humaines Canada, Hull, octobre 2000, 73 p.
- FIELD, Simon, Malgorzata KUCZERA and Beatriz PONT. *No More Failures : Ten Steps to Equity in Education*, Education and Training Policy, OECD, Paris, 2007, 159 p.
- FORTIN, Pierre. *Les sans-diplôme au Québec : portrait d'ensemble*, présentation power point, 2008.
- GHK. *Study on Access to Education and Training, Basic Skills and Early School Leavers. Final report*, European Commission DG EAC, London, 2005, 151 p.
- GOODWIN, Bryan, et al. *Understanding No Child Left Behind : A Report on The No Child Left Behind Act of 2001 & Its Implications for Schools, Communities & Public Support for Education*, Aurora, Mid-continent Research for Education and Learning, 2002, 72 p.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *L'Éducation : l'avenir du Québec, Rapport Gervais sur l'accès à l'éducation*, Québec, Ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport, octobre 2005, 102 p.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Pour sortir de l'impasse : La solidarité entre nos générations, Rapport du comité de travail sur la pérennité du système de santé et services sociaux du Québec*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, juillet 2005, 145 p.
- LEVIN, Henry M., et al. *The Costs to the Nation of Inadequate Education. A Report Prepared for the Select Committee on Equal Educational Opportunity of the United States Senate*, Congress of the U.S., Washington, DC., 1972, 65 p.
- NGA CENTER FOR BEST PRACTICES. *A Primer on No Child Left Behind*, Washington, DC, (s.d.), 12 p.
- OCDE. *Attirer, développer et retenir les professeurs de qualité : rapport de la Finlande*, juin 2003.
- OECD. *Education at a Glance, OECD Indicators*, 2008

### Autres documentations pertinentes

AUDAS, Richard, and J. Douglas WILLMS. *Engagement and Dropping Out of School: A Life-Course Perspective*, Applied Research Branch, Strategic Policy, Human Resources Development Canada, Hull, 2001, 62 p.

- OECD. *Improving School Leadership – Volume 2 : Case Studies on System Leadership. Summary*, Education and Training Policy, 2008, 5 p.
- OREOPOULOS, Philip. *Do Dropouts Drop Out Too Soon? International Evidence From Changes in School-Leaving Laws*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, NBER Working Paper 10155, July 2003, 43 p.
- OREOPOULOS, Philip. *Stay in School: New Lessons on the Benefits of Raising the Legal School-Leaving Age*, C.D. Howe Institute, Ottawa, Commentary n° 223, 2005, 28 p.
- OREOPOULOS, Philip. *The Compelling Effects of Compulsory Schooling: Evidence from Canada*, University of Toronto, Department of Economics, Toronto, 2003, 44 p.
- OREOPOULOS, Philip. « Would More Compulsory Schooling Help Disadvantaged Youth? Evidence from Recent Changes to School-Leaving Laws », in GRUBER, Jonathan. *An Economic Perspective on the Problems of Disadvantaged Youth*, Toronto, University of Chicago Press, 2008.
- PERRON, Michel, et Suzanne VEILLETTE. *L'abandon scolaire : des enjeux stratégiques pour le développement régional*, Groupe ÉCOBES, Mini-colloque sur le décrochage scolaire, Alma, 25 avril 1996, 47 p.
- PERRON, Michel. *Mobiliser l'ensemble des régions pour soutenir la persévérance scolaire des jeunes : les conditions gagnantes*, Groupe ÉCOBES et CRÉPAS, Jonquière, Présentation Powerpoint, 2008, 29 p.
- QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT. *Rapport annuel de gestion 2006-2007*, Gouvernement du Québec, 2007, 137 p.
- QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT. *Situation des jeunes en formation professionnelle, principaux indicateurs*, Présentation Power Point, novembre 2006.
- QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE. *Rapport annuel de gestion 2007-2008*, Gouvernement du Québec, 2008, 216 p.
- QUÉBEC, MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS. *Rapport annuel de gestion 2007-2008*, Gouvernement du Québec, 2008, 88 p.
- QUINT, Janet. *Meeting Five Critical Challenges of High School Reform : Lessons from Research on Three Reform Models*, MDRC, Executive summary, May 2006, 10 p.
- REMARAIS, Fritz-Herbert, et Francis CRÉPEAU. *Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale*, Québec, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2008, 15 p.
- ROWAN, Brian, and Robert J. MILLER. « Organizational Strategies for Promoting Instructional Change: Implementation Dynamics in Schools Working with Comprehensive School Reform Providers », *American Educational Research Journal*, vol. 44, n° 2, 2007, p. 252-297.
- SAHLBERG, Pasi. *Raising the Bar: How Finland Responds to the Twin Challenge of Secondary Education*, World Bank, Washington, DC, 2006, 26 p.
- SUPOVITZ, Jonathan A., and Brooke SNYDER TAYLOR. « Systemic Education Evaluation: Evaluating the Impact of Systemwide Reform in Education », *American Journal of Evaluation*, vol. 26, n° 204, 2005, p. 204-230.
- VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. *Rapport du Vérificateur général à l'Assemblée nationale pour l'année 2003-2004*, 2005
- VERNEZ, Georges, Richard A. KROP and C. Peter RYDELL. *Closing the Education Gap: Benefits and Costs*, RAND, Santa Monica, 1999, 197 p.
- ZAJC, Milena. *Persévérance scolaire – Contribution des entreprises: Revue de littérature et recueil de pratiques*, Table des partenaires pour la persévérance scolaire à Montréal, Montréal, juin 2006, 67 p.









